

Chapitre 6

Le progrès futur
des femmes :
restructuration de
la mondialisation



Introduction

Ce rapport a situé le progrès des femmes dans le monde dans le contexte de la mondialisation existante, un processus par lequel les propriétaires des capitaux ont le pouvoir de déplacer leur capital (soit sous forme d'argent, soit sous forme de marchandises) à travers le monde plus facilement et plus rapidement qu'auparavant. Ce processus a été facilité par la diffusion des nouvelles technologies de l'information et des communications et l'élimination des contrôles des États du commerce et des investissements. Au cours des deux dernières décennies, le processus de la mondialisation a incité les femmes à participer plus activement à l'économie de marché. Pourtant, il a renforcé l'inégalité croissante à l'intérieur des pays et entre les pays et a amené, à des intervalles intermittents, l'effondrement économique et social dans certaines régions en Afrique sub-saharienne et dans les pays en transition (en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique) ainsi que des crises financières en Asie et Amérique latine.

« Il est évident que la mondialisation est un travail inachevé, une œuvre en progression qui peut être façonnée et orientée par des interventions humaines et des valeurs telles que l'égalité, l'atténuation de la pauvreté et la justice sociale ».

— Noeleen Heyzer, déclaration faite lors de la séance sur un Travail décent dans l'économie mondiale, CNUCED, février 2000

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, le Programme d'action de Beijing et le Programme d'action de Copenhague ont abordé certains problèmes de la mondialisation en mettant l'accent tout particulièrement sur les programmes d'ajustement structurel, ce qui nécessitent la libéralisation des marchés des biens, des services et des capitaux par les gouvernements. Néanmoins, les solutions proposées pour les femmes dans ces documents étaient essentiellement microéconomiques et mettaient en valeur surtout des solutions permettant aux femmes pauvres d'obtenir des crédits.

L'analyse faite aux chapitres 3 et 4 montre que, même si des progrès ont été réalisés vers le renforcement du pouvoir d'action des femmes, certains pays ont connu un recul dans ce domaine. Par ailleurs, il est très probable que les gains découlant de la mondialisation ont été réalisés surtout par les femmes les plus aisées qui ont un niveau d'instruction plus élevé, et disposent de plus de ressources et de capitaux. Pour que les femmes de tous les milieux puissent tirer profit de cette situation, il faut une restructuration de la mondialisation : elle doit être axée sur les gens et non sur les profits et elle doit comporter une obligation redditionnelle envers les femmes.

Le chapitre 5 examine les stratégies que les femmes utilisent pour exiger que les gouvernements visent un niveau d'égalité plus grand entre les sexes lorsqu'ils dépensent les fonds publics et pour exiger que les entreprises, dans leurs manières d'utiliser et de récompenser leurs employés afin de réaliser des profits, poursuivent le même objectif. Le chapitre 6

examine le progrès vers la restructuration de la mondialisation, mettant en valeur les manières dont les femmes s'organisent pour faire leur entrée sur les marchés, cherchant à les défier et à en modifier le fonctionnement. Il décrit également l'utilisation de la nouvelle technologie et la formulation de la politique économique aux niveaux national et international.

Comme le signale Devaki Jain (1999), économiste féministe indienne et l'une des fondatrices de DAWN, une grande partie des personnes et des organisations qui ont œuvré pour la mondialisation, adoptent à présent une approche plus nuancée de ce sujet. Elles font allusion plus souvent aux problèmes de l'inégalité, de la pauvreté et de l'exclusion sociale et à la nécessité d'une forme de réglementation du processus de mondialisation, exprimée fréquemment en termes de « gouvernance mondiale ». Elles reconnaissent l'importance de l'État-nation en tant que site pour l'organisation de la transformation des processus économiques et sociaux. Par conséquent, affirme Jain, il existe de nouvelles possibilités pour les femmes d'intervenir et de renégocier la mondialisation afin d'assurer que les nouvelles technologies de l'information et des communications soient utilisées de manière équitable et que les marchés soient utilisés pour servir à des fins humaines.

Entrée sur les marchés financiers et transformation de ces marchés

Les programmes de microcrédit sont devenus l'une des stratégies clés dans la lutte contre la pauvreté des femmes. Il existe plusieurs variétés de ces programmes : ils peuvent cibler les pauvres en général ou les femmes uniquement, l'individu ou le groupe, comprendre des crédits uniquement ou des crédits et d'autres services et être parrainés par le gouvernement ou des organisations non-gouvernementales. Certains programmes mettent l'accent sur l'épargne ainsi que sur les prêts, et une appellation plus correcte pour ceux-ci est « microfinancement ». On trouve des exemples de chaque combinaison mis en application quelque part au monde.

Le Sommet sur le microcrédit tenu en 1997 s'est fixé l'objectif d'accorder des crédits pour le travail indépendant, ainsi que d'autres services financiers et commerciaux, à 100 millions des familles les plus pauvres du monde, surtout aux femmes de ces familles, avant l'an 2005. Ce sommet a réuni une série de conseils représentant des organisations de plaidoyer, des banques et des institutions financières commerciales, de grandes sociétés, des organismes gouvernementaux nationaux, des organismes donateurs, des établissements d'enseignement, des organismes caritatifs, des chefs d'état, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales, des parlementaires, des spécialistes, des institutions religieuses et des organismes de l'ONU – en tout, 2 900 personnes de 137 pays. Les grands donateurs internationaux ont augmenté le budget pour le microcrédit qui est orienté par les organisations non gouvernementales et les gouvernements. Ils ciblent les femmes pour des raisons de coût-efficacité et d'égalité, car les taux de remboursement sont plus élevés chez les femmes.



La rencontre au Sommet sur le microcrédit de 1999 à Abidjan en Côte d'Ivoire a accentué quatre thèmes principaux : comment atteindre les pauvres, comment atteindre les femmes, comment assurer l'impact et comment élaborer des établissements de microfinancement suffisamment autonomes. On a constaté que jusqu'en septembre 1999, les programmes pour les membres avaient atteint plus de 12 millions des personnes les plus pauvres du monde.

L'UNIFEM qui, avec le PNUD a assuré la présidence du Conseil de l'ONU au Sommet sur le microcrédit, a défendu très activement un point de vue tenant compte des sexospécificités. Les contributions les plus importantes de l'ONU portent sur l'élaboration des capacités institutionnelles des établissements de microfinancement, le renforcement de leurs réseaux et de leurs alliances, le plaidoyer pour une augmentation des ressources, l'intégration d'un point de vue tenant compte des sexospécificités au microfinancement et aux institutions financières et l'élaboration et le partage des meilleures pratiques dans le microfinancement.

Les projets de microfinancement ont réussi à augmenter les niveaux des revenus des femmes et leur contrôle de leurs revenus dans une grande partie des régions les plus pauvres du monde. Des recherches effectuées par Linda Mayoux, par exemple, montrent qu'ils ont amélioré les perceptions de la contribution des femmes aux revenus des ménages et au bien-être des familles et augmenté la participation des femmes aux prises de décision au sein des ménages, ce qui a entraîné une amélioration globale des attitudes envers les femmes à l'intérieur des ménages et dans les communautés (Mayoux 1998). Néanmoins, comme elle le démontre, en se basant sur des exemples en Afrique et en Asie du Sud, le microfinancement tout seul ne constitue pas une solution pour renforcer le pouvoir d'action des femmes pauvres. Beaucoup de femmes sont désavantagées par le manque d'accès à des ressources complémentaires telles que des terres et le savoir-faire, et par leurs responsabilités continues pour la production de subsistance qui limitent le temps disponible pour gérer une entreprise.

« Le crédit, c'est aussi l'endettement »

— Susan Johnson et Ben Rogaly (1997)

Par ailleurs, pour certaines femmes et leurs familles, les programmes de microfinancement ont eu des impacts négatifs. Ces effets varient selon les femmes et selon les projets et, dans certains cas même, diminuent le pouvoir d'action des femmes. Par exemple, une étude au Bangladesh a établi que la plupart des emprunteuses avaient fait état d'une augmentation de l'agression verbale et physique de la part des parents mâles une fois

qu'on leur avait accordé des prêts (Pepall 1998). D'autres études au Bangladesh ont attiré l'attention sur le fait que les femmes risquent d'être obligées de céder le contrôle des prêts aux parents mâles parce que les traditions culturelles leur interdisent toute participation aux marchés en dehors de la maison ; donc elles ne peuvent pas acquérir les moyens de production, ni vendre leurs produits (Khondkar 1998). Dans certains cas, les femmes ne peuvent ni augmenter de manière significative les revenus qu'elles gèrent, ni négocier des changements pour réduire l'inégalité entre les sexes au sein du ménage et de la communauté et peuvent donc devenir dépendantes de prêts afin de pouvoir continuer à occuper des emplois mal rémunérés comportant une charge de travail de plus en plus lourde.

Le groupe de travail en ligne de WomenWatch sur le Programme d'action de Beijing a généré une discussion animée sur les avantages et les désavantages du microcrédit pour les femmes dans les différentes régions. Par exemple :

« Au Nigeria, ce prêt, aussi petit qu'il soit, a changé non seulement les capacités économiques des femmes qui avaient été forcées de quitter leurs maisons, mais aussi il leur a permis d'être plus actives dans la lutte pour obtenir une juste indemnité pour leurs maisons démolies. Au moyen de l'instruction et de campagnes éclairées introduites à travers des programmes tels que le microcrédit, les femmes participeront plus à la défense de leurs propres droits ».

— Social and Economic Rights Action Centre (Centre d'action pour les droits sociaux et économiques), Nigeria (ONU 2000c)

« Il est important d'assurer que les femmes utilisent l'argent et ont le contrôle de cet argent. Une formation axée sur des compétences et une formation en gestion des affaires devraient faire partie de ce type de projets. Il est important également de penser à mettre les femmes en contact avec les marchés et de leur assurer des débouchés commerciaux. Ces projets devraient comprendre une formation de sensibilisation à l'égalité des sexes et de sensibilisation à la problématique hommes-femmes pour des familles entières, car la participation aux activités de production entraîne une charge supplémentaire pour une femme qui vient s'ajouter à ses activités de reproduction ».

— CARE, Bangladesh (ONU 2000c)

« Dans nos programmes, nous avons conseillé un suivi de la manière dont les profits sont utilisés au sein du ménage. En effet, j'ai peur que souvent les femmes ne contrôlent pas l'argent au sein du ménage et que les hommes puissent prendre le contrôle des fonds de crédit. Les programmes de microcrédit peuvent apporter de grands bénéfices aux femmes à condition d'être assortis de mesures renforçant leur pouvoir d'action, assurant l'accès aux finances du ménage et le contrôle de celles-ci et permettant aux femmes de prendre des décisions en consultation avec leurs époux ».

— UNIFEM, Viet Nam (ONU 2000c)



L'un des paradoxes des programmes de microfinancement est la tension entre les politiques conçues pour augmenter la durabilité financière des institutions de microcrédit et les stratégies conçues pour renforcer le pouvoir d'action des femmes. Les exigences relatives à la durabilité financière mènent à des pressions pour réduire les coûts au minimum et ont forcé beaucoup de programmes à réduire de manière significative les services de soutien

complémentaires. Les programmes d'alphabétisation, la formation en gestion d'entreprises et les services de garderie sont souvent des facteurs qui ont un impact significatif sur les taux de remboursement et le renforcement du pouvoir d'action des femmes, leur permettant de faire des améliorations réelles à leur situation économique et sociale. Il est essentiel d'assurer la

complémentarité entre le renforcement du pouvoir d'action des femmes et la durabilité financière des institutions de microcrédit et donc d'aborder ce problème de manière stratégique et planifiée. Le problème de l'accès des femmes aux marchés afin de pouvoir vendre leurs produits est particulièrement important.

Mayoux (1999) propose plusieurs solutions pour augmenter le pouvoir d'action des femmes dans le contexte des programmes de microfinancement :

- l'enregistrement des biens affectés en garantie ou acquis à l'aide de prêts au nom des femmes ou au nom des femmes et de leurs conjoints ;
- l'intégration de stratégies claires permettant aux femmes d'accéder à des prêts plus importants ;
- diverses options de prêts basées sur une consultation participative, y compris des prêts pour des activités non traditionnelles, la santé, l'éducation, le logement, etc. ;
- un grand choix de solutions d'épargne, y compris des taux d'intérêt créditeur plus élevés.

Encadré 1 : Intégration d'une perspective sexospécifique aux établissements de microfinancement



Microfin-Afric

Microfin-Afric est un réseau de 45 organisations de microfinancement et de microentreprises de 17 pays africains qui œuvre pour des politiques plus inclusives sur le microfinancement, à l'échelle nationale et internationale. Soutenu par l'UNIFEM et le SU-TCDC de l'ONU (Special Unit for Technical Cooperation among Developing Countries ou Groupe spécial pour la coopération technique entre pays en développement), le réseau facilite les échanges d'information entre les organisations qui travaillent dans ce domaine, augmente leur crédibilité auprès de leurs partenaires dans le développement et met en œuvre des programmes de soutien des membres, y compris la formation. Par ailleurs, le réseau aide à souligner les expériences africaines traditionnelles concernant le crédit et l'épargne et fournit des données sur le financement réservé aux femmes ainsi que son impact sur la situation globale des femmes.

Le réseau Microfin-Afric relie les établissements de microfinancement infrarégionaux, nationaux et locaux à la communauté mondiale dans un effort d'augmenter les voix, les profils et la visibilité des personnes intéressées. En 1997, Microfin-Afric a aidé 600 000 personnes dont 500 000 étaient des femmes, et a accordé des crédits s'élevant à plus de 41 millions de dollars US.

ACCION International

Un projet dont le but est d'augmenter les crédits accordés aux femmes dans le secteur informel a été mis en place en 1992 par l'UNIFEM et ACCION International, un réseau d'ONG qui fournit des crédits et des formations aux microentrepreneurs en Amérique latine et aux États-Unis. Les ONG affiliées avec ACCION, comme la plupart des établissements de microfinancement qui se sont engagés à travailler avec les femmes, ne disposaient pas des capitaux nécessaires et de la méthodologie égalitaire requise pour fournir des services financiers et commerciaux aux femmes. Même si elles ont cherché à fournir des microcrédits et de l'aide à autant de clientes que possible, ils savaient peu de choses sur l'impact inégal que leurs méthodes de livraison et les microcrédits qu'ils fournissaient avaient sur les femmes et les hommes. Les taux de participation des femmes étaient bons – plus de 50 pour cent des femmes dans cette région – mais il y avait peu d'informations sur la qualité de leur participation et l'impact du crédit sur la vie de ces clientes. Il fallait mieux comprendre les données sur le comportement des femmes en matière d'épargne et d'investissement, leurs décisions au niveau de la gestion, leurs besoins en formation et les obstacles qui ne sont pas liés au crédit.

Cinq composantes interdépendantes ont répondu à ses besoins :

- des recherches sur les caractéristiques des entrepreneurs femmes et leur manière de gérer leurs entreprises ;
- des formations sur l'égalité des hommes et des femmes pour les organisations qui y participent et le réseau ;
- des services financiers améliorés et un accès accru à ces services pour les femmes ;
- des données ventilées par sexe ;
- l'octroi de crédits par aval afin de permettre l'accès au crédit à plus de femmes.

Les aspects novateurs les plus importants du projet comprennent l'utilisation de lettres de crédit de soutien afin de permettre aux ONG locales de réunir des capitaux à l'échelle locale et d'augmenter les prêts pour atteindre de nouvelles emprunteuses et la création d'établissements de microfinancement intermédiaires et de groupes de solidarité pour promouvoir les capacités des femmes dans leur rôles d'entrepreneurs et de producteurs. Une étude sur les microentreprises des femmes et la situation des clientes dans le secteur informel a entraîné la publication d'un livre intitulé *Women's Microenterprises: Balancing the Double Day* (Les microentreprises des femmes : comment équilibrer la double journée).

Par ailleurs, il est nécessaire d'intégrer les préoccupations des femmes, notamment en ce qui concerne le renforcement de leur pouvoir d'action, à travers toutes les activités d'un programme de microfinancement. Il y a une différence entre les programmes où le personnel est sensibilisé à la problématique hommes-femmes et les questions liées au renforcement du pouvoir d'action des femmes sont soulevées systématiquement au cours des interactions entre le personnel et la clientèle et les programmes où le personnel ne pense pas à mettre en question les stéréotypes professionnels en fonction du sexe ou à suggérer aux femmes des moyens de surmonter les problèmes basés sur le sexe. L'intégration des préoccupations des femmes exige un réexamen des normes et des réglementations du double point de vue des hommes et des femmes, l'incorporation de politiques basées sur l'égalité des sexes dans les services fournis aux hommes et aux femmes ; l'intégration de la problématique hommes-femmes et des questions liées au renforcement du pouvoir d'action des femmes à la formation des clients et du personnel ; et l'inclusion d'indicateurs sur l'habilitation des femmes dans les évaluations de projets.

L'UNIFEM soutient un processus d'intégration des préoccupations des femmes aux institutions de microfinancement afin d'assurer que la durabilité financière est accompagnée de mesures spécifiques pour renforcer le pouvoir d'action des femmes et pour veiller à ce que les préoccupations des femmes soient inscrites dans les programmes de microfinancement internationaux (voir encadré 1). L'habilitation des femmes devrait être une considération aussi importante que la durabilité des institutions financières lorsqu'il s'agit de déterminer l'allocation des ressources aux établissements de microfinancement. Pour soutenir cet objectif, l'UNIFEM a réuni un groupe d'experts sur la Problématique hommes-femmes dans le microfinancement lors du troisième Sommet sur le microcrédit en juin 1999, soulignant la nécessité d'inclure des indicateurs du renforcement du pouvoir d'action des femmes dans la conception et l'évaluation des programmes de microcrédit. Sans ces indicateurs, les femmes courent le risque de passer du statut de participantes actives à des projets d'épargne et de crédits indigènes et participatifs à des bénéficiaires passifs qui dépendent de nouveaux systèmes importés. Les systèmes participatifs indigènes des femmes peuvent jouer un rôle important aussi (voir encadré 2).

« Le microfinancement per se n'est pas une panacée et d'autres stratégies de renforcement du pouvoir d'action sont également nécessaires ».

— Linda Mayoux (1998)

Quelle que soit la forme du microfinancement, la capacité des femmes à en bénéficier dépend de leur accès à des marchés à croissance soutenue sur lesquels elles pourront vendre leurs produits à des prix rémunérateurs. Pour cela, les femmes doivent posséder non seulement des aptitudes à la gestion et à la commercialisation (voir encadré 3, p. 134), mais

Encadré 2 : Projets de microfinancement des femmes

Groupes d'épargne et de crédit au niveau de la communauté

Les groupes d'épargne et de crédit au niveau de la communauté fournissent une stratégie efficace pour répondre aux besoins de subsistance quotidiens des femmes ainsi qu'un espace dans lequel les femmes peuvent s'organiser pour s'occuper des problèmes de développement local. Le groupe d'épargne et de crédit est un gardien des économies des femmes. Une préoccupation centrale est de soutenir les activités de subsistance qui soutiennent les ménages pauvres.

A Maharashtra en Inde, un réseau d'ONG et de collectifs de femmes, appelé Swayam Shikshan Prayog, a fait des expériences pour trouver de nouvelles solutions d'apprentissage pour les communautés et les organisations. L'objectif est d'augmenter les capacités des groupes d'épargne et de crédit à accéder aux ressources et à gérer ces ressources de manière à pouvoir établir leur droit de participation aux processus décisionnels locaux qui ont un impact sur l'allocation et la gestion des ressources. Swayam Shikshan Prayog a créé des « laboratoires d'apprentissage » dans deux régions – Latur et Osmanabad – et travaille avec des groupes de femmes, des groupes d'épargne et de crédit et des organismes gouvernementaux locaux sur toute une gamme de problèmes, y compris la construction, les techniques sanitaires, la gouvernance locale, le crédit et les moyens de subsistance. Des activités d'apprentissage, y compris des visites de chantier, des rencontres pour dialoguer avec des représentants de l'État, des voyages d'étude et des foires à l'information ont aidé à exposer les femmes à de nouvelles idées et stratégies, à renforcer leur confiance en elles-mêmes et à créer un environnement favorable à l'expérimentation et l'innovation. Leurs expériences comprennent des activités de génération de revenu collectives, l'établissement de microentreprises, la formation des femmes aux activités des microentreprises, des études de marché et la planification des crédits pour des activités saisonnières. Une question clé s'impose : comment dépasser le stade de la simple subsistance pour générer un excédent ?

Le réseau défend des alliances stratégiques avec les institutions principales telles que les établissements gouvernementaux, les autorités locales et les banques. Les membres du réseau travaillent également pour établir des structures institutionnelles telles que des coopératives, des fédérations de groupes d'épargne et de crédit et des réseaux d'information qui répondent aux solutions d'accès aux ressources et de gestion de ces ressources au niveau de la communauté.

Des groupes d'entraide dans l'État de Tamil Nadu, Inde

Les villageoises de l'État de Tamil Nadu participent au microfinancement autrement, à travers la formation de groupes d'entraide qui comprennent des villageoises analphabètes ou partiellement analphabètes. Les femmes réunissent l'épargne de leurs ménages dans un fonds commun qui est utilisé pour accorder des prêts aux membres sur la base d'un consensus. Les taux d'intérêt et le montant du prêt sont déterminés par le groupe qui, généralement, est composé de 15 à 20 villageoises qui se rencontrent au moins une fois par mois. Le gouvernement fournit une formation à l'élaboration des décisions collectives, alors que les ONG fournissent de l'aide, s'occupant de la comptabilité, calculant les taux d'intérêt et organisant les groupes. Une fois que les femmes ont formé un groupe homogène faisant preuve de discipline financière, la prochaine étape est de mettre ce groupe en contact avec des sources de financement institutionnel, ce qui lui permet de fournir des fonds pour des activités économiques au niveau du village. Comme ce processus est entièrement volontaire, les effets au niveau de la masse populaire sont vraiment durables. Au début de 1999, il y avait 280 000 villageoises qui faisaient partie de 14 000 groupes d'entraide au Tamil Nadu.

Sources : Gupta et coll. 1998 ; Kumar 1999.

Encadré 3 : Développement des compétences en affaires des femmes en Asie occidentale

L'UNIFEM soutient un certain nombre de projets destinés à fournir aux femmes les aptitudes professionnelles et les compétences en gestion nécessaires pour gérer leurs entreprises. Par exemple :

- des groupes de travail sur le thème « Comment monter votre propre entreprise » à Gaza et en Syrie qui permettent aux participantes de rencontrer des femmes qui gèrent déjà leurs propres entreprises et d'apprendre comment évaluer le marché pour les activités qu'elles prévoient et comment surmonter les contraintes sociales auxquelles les femmes d'affaires doivent faire face ;
- un soutien technique (en collaboration avec l'OIT) pour la Directorate of Working Women (Direction des femmes au travail), Ministère du travail et de la formation professionnelle, Yemen ;
- le développement d'une formation pour améliorer les compétences des femmes en matière d'élevage et de culture des arbres fruitiers et des oliviers en Jordanie.

Source : Rapport annuel du Bureau de l'UNIFEM pour l'Asie occidentale, 1999.

aussi un pouvoir de négociation sur les marchés et se trouver dans un environnement macroéconomique favorable, y compris le mode de réglementation des marchés. En l'absence d'une politique de développement des marchés et d'une politique antimonopole appropriées, les petits producteurs seront dépassés, en général, par les grandes entreprises.

Il est important qu'une mise en valeur du microfinancement ne crée pas l'illusion que les femmes pauvres peuvent se hisser à la force du poignet et ont donc besoin de moins de services publics. En particulier, il faut reconnaître que les prêts introduisent de nouveaux risques dans la vie des femmes pauvres. Pendant les périodes de crise financière nationale ou de récession, elles risquent de se trouver avec des dettes qu'elles ne peuvent pas rembourser. Le microcrédit pour les femmes pauvres suggère la nécessité de tenir compte plus, et pas moins, des systèmes d'inclusion sociale (assurance sociale, protection sociale). Il montre également qu'il est important que les établissements financiers nationaux et internationaux macroéconomiques fonctionnent selon des critères sociaux, et non seulement en fonction de critères financiers. Sinon, les risques systémiques générés au niveau macroéconomique sont passés aux emprunteuses au micro-niveau, à celles qui sont mal placées pour les amortir.

Entrée sur les marchés des produits et des services et transformation de ces marchés

Même si la mondialisation dépend du développement des marchés, les marchés sont organisés de différentes manières et les femmes se trouvent dans des situations diverses par rapport aux marchés. Dans certaines régions du monde, les normes sociales empêchent les femmes de quitter la maison et d'aller au marché. Dans de tels cas, le défi consiste à trouver des solutions pour rendre possible la participation des femmes.

Une solution potentielle consiste à faire venir les clients chez les femmes, à leur domicile ; c'est le cas de l'initiative du téléphone de village (*Grameen Telecom*



Ken Kabre

Village Phone) au Bangladesh (voir www.telecommons.com/villagephone). Les villageoises utilisent le microcrédit accordé par la banque Grameen pour acquérir des téléphones cellulaires numériques GSM et vendre par la suite des services téléphoniques à d'autres villageoises qui se rendent chez elles. La phase pilote comprend 950 appareils, mais lorsque le programme sera terminé, on s'attend à ce qu'il y ait 40 000 téléphones en service. Les femmes en milieu rural utilisent les téléphones pour faire venir les transferts en provenance de la famille vivant à Dhaka ou et l'étranger. Le manque de raccordements téléphoniques dans ces régions assure la rentabilité de cette entreprise.

Dans d'autres régions du monde où les femmes ne se trouvent pas aux prises avec l'isolement et des normes sociales tenaces, elles peuvent rencontrer d'autres obstacles lorsqu'elles essaient de vendre leurs produits, y compris le manque de moyens de transport, d'installations de stockage ou de renseignements. Il est possible que les travailleuses à domicile arrivent à vendre leurs produits à l'aide d'intermédiaires, mais elles ont en général un pouvoir de négociation très faible. Lorraine Corner, Directrice du programme régional de l'UNIFEM pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est explique :

Le problème principal ici est que, même si l'acheteur et le vendeur ont des intérêts en commun (ils bénéficieront tous les deux d'un produit de meilleure qualité qui peut se vendre plus cher), leurs rapports comportent également un conflit d'intérêts et une inégalité inhérente. Par conséquent, il est probable que la plupart des bénéfices reviendront à l'acheteur plutôt qu'au producteur (Corner 1999).

Certaines femmes surmontent ce problème en établissant leur propre point de vente, un espace sous leur contrôle. Cette aspiration a été exprimée par une partie du groupe de plus de 80 femmes représentant 33 groupes de femmes mayas de la péninsule du Yucatàn au Mexique lorsqu'elles se sont réunies pour le Premier congrès des femmes mayas en 1997. L'une des femmes, Gloria Cauche Vazquez, a expliqué les avantages des points de vente directe :

Ils nous permettront d'améliorer notre niveau de vie... Nous essayons de trouver des locaux qui serviront d'atelier et de boutique... Notre groupe, par exemple, possède un terrain... et nous essayons de voir si nous pouvons y faire construire nos locaux, car ce serait un bon emplacement pour les ventes (UNIFEM 1997b).

Les femmes au Pérou ont abordé ce problème en établissant un magasin « Maison des artisanes » à Lima où l'artisanat traditionnel des femmes autochtones peut



Dennis Richardson



Gabriela Romanow



UNIFEM/Simone Duechler



être vendu. Avec le soutien du Mouvement Manuela Ramos, une ONG basée à Lima, et de l'UNIFEM, les femmes autochtones ont participé à des ateliers de formation sur la production et la commercialisation pour un marché urbain.

Beaucoup de femmes sont au courant des débouchés locaux, mais ne savent pas comment pénétrer les marchés internationaux. L'UNIFEM a aidé les artisanes autochtones de la Bolivie, de l'Équateur, du Guatemala, du Mexique et du Pérou à prendre les premiers pas lors d'une foire commerciale internationale organisée à Lima en 1998. A la fin de cette foire, qui a duré une semaine, les 25 artisanes qui avaient reçu des invitations pour y participer avaient vendu des marchandises d'une valeur de 33 500 dollars et comprenaient mieux la valeur financière de leurs talents et leur potentiel économique.

En plus de l'accès à des marchés internationaux, les femmes ont besoin d'apprendre comment ces marchés sont réglementés et comment elles peuvent s'organiser

avec d'autres femmes pour faire des pressions sur les gouvernements, les syndicats internationaux, les ONG et les organisations fondées sur la pratique commerciale loyale pour obtenir des formes d'organisation du marché qui améliorent leur pouvoir de négociation et protègent leurs droits de propriété intellectuelle (leurs droits à leurs dessins, par exemple). C'était l'un des objectifs d'un atelier commandité par l'UNIFEM qui a réuni des brodeuses qui travaillent à domicile en mars 1999. Après l'atelier, les femmes ont créé un groupe commercial de brodeuses au sein de HomeNet, réseau international d'organisations de travailleuses à domicile. L'UNIFEM a aidé les femmes d'autres régions à comprendre l'importance des subtilités des réglementations des marchés et à créer des bureaux de femmes au sein des organes intergouvernementaux régionaux importants qui s'occupent du commerce international (voir encadré 4).

Toutes ces dimensions – les marchés locaux, les foires commerciales internationales, le pouvoir de négociation accru et la possibilité de faire pression pour que les marchés soient réglementés de manière équitable pour les petites entreprises des femmes – sont examinées dans l'exemple du beurre de karité, une huile polyvalente utilisée dans la production de margarine, de produits de beauté et de produits pharmaceutiques (voir encadré 5, p. 136). Le cas du

Encadré 4 : La réglementation des marchés, les accords commerciaux régionaux et l'égalité des sexes.

Harmonisation des politiques commerciales en Afrique de l'Est

Une Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) relie le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie, la République de Djibouti, l'Érythrée et le Soudan. Un Bureau de femmes soutenu par l'UNIFEM aidera les entreprises de femmes qui fonctionnent au niveau du marché régional et leur permettra de bénéficier de l'harmonisation des politiques commerciales. Un forum sur les Femmes en affaires organisé par l'IGAD a été établi à la suite d'un atelier en 1998.

La mise en oeuvre d'une politique commerciale dans le Pacifique

L'UNIFEM cherche à attirer l'attention des fonctionnaires des gouvernements et de ceux qui dispensent une formation sur les rôles des hommes et des femmes sur la dimension sexospécifique de la politique commerciale. Ainsi, en 1999, l'UNIFEM a publié un rapport sur la problématique hommes-femmes et le commerce à Vanuatu, dans les îles Tonga et Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée afin d'assurer que les intérêts des femmes sont représentés lorsqu'une politique sur le commerce international est élaborée. On a sollicité des suggestions des groupes de femmes lors des consultations sur la renégociation de la Convention de Lomé qui recouvre le développement et le commerce avec les pays de l'Union européenne.

Groupe spécialisé sur les femmes dans le cadre du MERCOSUR

A la suite des études soutenues par l'UNIFEM et effectuées pour examiner les répercussions sexospécifiques du Southern Cone Common Market Treaty (MERCOSUR ou Traité du marché commun du cône sud) en Amérique latine, un groupe de pression régional formé de hauts responsables a été créé afin d'œuvrer pour l'établissement d'une commission sur l'égalité des sexes dans le cadre du MERCOSUR. Ces tentatives ont porté leurs fruits en 1998 lorsque le Conseil des ministres du MERCOSUR a créé un Groupe spécialisé sur les femmes, composé de représentantes des départements ou bureaux de femmes nationaux et d'ONG de femmes, pour conseiller le Conseil des ministres.



Aster Zaoude



Aster Zaoude

Encadré 5 : Le beurre de karité et la création de marchés accueillants pour les femmes

Les noix de karité, source du beurre de karité, proviennent d'un arbre qui pousse à l'état sauvage dans plusieurs pays africains : le Bénin, le Ghana, le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Guinée, le Togo, le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine. Le Burkina Faso a 195 millions d'arbres de karité qui produisent 25 pour cent des noix de karité du monde.

Les noix de karité sont consommées localement et exportées en Europe et au Japon pour la production du beurre de karité qui est utilisé dans le chocolat, la margarine, les produits de beauté et les produits pharmaceutiques. Le beurre de karité est fabriqué aussi sur place au Burkina Faso, à l'aide de méthodes traditionnelles, par les femmes en milieu rural qui l'utilisent pour faire la cuisine ainsi que pour la médecine, les produits cosmétiques et la fabrication du savon. Il existe un marché urbain en pleine expansion pour le beurre de karité de haute qualité et ses produits dérivés, à l'intérieur du Burkina Faso et dans les régions avoisinantes, ainsi qu'un marché international croissant.

L'UNIFEM, en association avec le Canadian Centre for Studies and International Development (Centre canadien pour les études et le développement international),

fournit une formation sur la manière de conserver les noix de karité, ce qui permet aux femmes de remettre le traitement des noix jusqu'après la fin de la saison agricole sans que les noix s'abîment. Cette formation les aide aussi à assurer que la qualité du beurre local est conforme aux normes internationales, même s'il est produit par des « entreprises » à domicile ou de village éparpillées. Jusqu'en 1999, plus de 300 femmes dans 25 associations avaient reçu une formation aux techniques de production améliorées afin de pouvoir répondre aux normes de qualité des marchés internationaux.

Les politiques de libéralisation ont mené à de nouveaux débouchés. Néanmoins, lorsque la production est éparpillée et que les producteurs ne sont pas bien organisés, ils se trouvent moins en situation d'obtenir un bon prix pour leurs produits et plus vulnérables aux fluctuations des prix. Afin de faire face à ce problème, l'UNIFEM a lancé le développement d'une stratégie de commercialisation qui relie les productrices plus directement aux marchés par le biais de cinq centres de mise en marché où les femmes organisent les ventes collectivement, établissent les prix et négocient directement avec les exportateurs. Ces points de vente sont reliés à un centre de mise en marché dans la capitale, Ouagadougou, mis à la disposition des femmes qui participent au projet ainsi que d'autres femmes qui fabriquent le beurre de karité.

Pour renforcer le pouvoir de négociation des femmes, l'UNIFEM a organisé les Foires commerciales du beurre de karité à Ouagadougou en juin 1998 et septembre 1999. La foire commerciale de 1998 a été un forum excellent pour la promotion du produit, sa commercialisation et des discussions avec divers partenaires. On a invité des acheteurs régionaux et étrangers, et des groupes de discussion ont permis aux femmes d'exprimer leurs préoccupations devant un groupe de personnes bien en vue : représentants du gouvernement, chercheurs, industriels, experts techniques et négociants locaux, ainsi que des groupes similaires des pays voisins.

Après la foire de 1998, l'UNIFEM a aidé les productrices à s'organiser dans le COFEM, un réseau qui renforce le pouvoir d'action de ces femmes, en tant que groupe, leur permettant d'accéder à des marchés plus importants et de négocier de meilleurs prix. Elles visent comme client principal l'industrie cosmétique. Cet objectif constitue un tournant majeur dans le contexte de la fixation des prix, vieille tradition anticoncurrentielle imposée par les grandes entreprises étrangères engagées dans l'exportation du beurre de karité vers les industries alimentaires internationales (les chocolatiers, en particulier).

La foire commerciale de 1999 a été co-parrainée par l'UNIFEM et le Ministère de la condition féminine et le Ministère du commerce, et la Chambre de commerce et d'autres intermédiaires commerciaux nationaux y ont concouru. Le beurre présenté à l'occasion de cette foire était de meilleure qualité et les femmes avaient fait des progrès significatifs au niveau de l'emballage. Les paquets de beurre fabriqués par des groupes financés par l'UNIFEM portaient la même étiquette, identifiant chaque village. Les participantes ont présenté de nouveaux produits dérivés du beurre de karité, tels que des produits insectifuges, de la margarine et un éventail de crèmes pour le corps, shampoings et d'autres produits cosmétiques, ainsi qu'une glace à base de fruits de karité.

Tout en organisant de meilleures stratégies commerciales, les femmes ont imposé un prix de base commun, qui avec les améliorations au niveau de la qualité, leur a permis de vendre leur beurre à un prix deux ou trois fois plus élevé que celui qu'elles avaient obtenu en 1998 (une augmentation de 550 à 1250 CFA/kg). A la fin de cette foire, les membres du COFEM ont réuni les invendus et négocié un prix commun avec un exportateur. Pour la première fois, les intermédiaires n'ont pas pu intimider les femmes et les forcer à baisser leurs prix pour qu'elles n'aient pas à retourner au village chargées de leur beurre.

OCCITANE, un fabricant français de produits cosmétiques, connu à travers le monde pour ses produits à base de beurre de karité, a accepté une invitation à assister à la foire. Un accord a été conclu, stipulant qu'OCCITANE achètera du beurre de karité de grande qualité, à un prix avantageux, aux femmes qui participent aux projets soutenus par l'UNIFEM, par le biais d'un contrat avec CITEC, le fournisseur principal d'OCCITANE au Burkina Faso.

Le centre de mise en marché a été renforcé pendant la foire commerciale de 1999 par le lancement d'un site web : www.fasonet.bf/karite. En avril 2000, les femmes du projet ont reçu une initiation à visiter l'usine d'OCCITANE à Manosque en France afin d'y rencontrer les femmes et les hommes qui poursuivent le traitement du beurre de karité qu'elles ont fabriqué.

Source : Bureau régional de l'UNIFEM, Sénégal.

beurre de karité illustre également l'impact des modifications de la réglementation des marchés sur les femmes producteurs qui souhaitent vendre leurs produits sur les marchés internationaux, car ses perspectives d'exportation ont été améliorées considérablement par des changements au niveau de la réglementation de l'Union européenne qui permettent son utilisation à la place du beurre de cacao dans la chocolaterie.

Un objectif important de ces initiatives est d'assurer que les changements au niveau de la réglementation des marchés, amenés par la libéralisation du commerce, mènent à l'égalité des chances pour les femmes. La libéralisation du commerce met l'accent sur l'élimination des contrôles quantitatifs des importations et la réduction des droits de douane (tarifs), mais souvent elle comprend aussi de nouvelles réglementations sur les droits de propriété intellectuelle (brevets, droits d'auteur, etc.), la santé et la sécurité. La libéralisation permet à de nouveaux fournisseurs de faire leur entrée sur le marché, mais ce n'est pas suffisant pour créer l'égalité des chances. Il est probable que les grandes entreprises bien établies disposant de réseaux politiques et d'informations bien développés réussiront mieux que les petites entreprises qui manquent d'informations sur le marché et de poids pour pouvoir participer aux intrigues de couloir. En particulier, les grandes entreprises bien établies peuvent influencer les nouvelles règles du marché, les tournant à leur avantage.

C'est ce qu'une étude régionale de l'UNIFEM sur les effets sexospécifiques du commerce a constaté, par exemple :

Les groupes désavantagés sont souvent privés d'accès aux ressources, aux informations et à l'élaboration des politiques. Des groupes de pression très forts qui cherchent à consacrer les intérêts existants déjouent et détournent souvent le processus et la mise en application des nouvelles règles...

La représentation des groupes intéressés lésés, y compris les consommateurs et les femmes, et le niveau de leur accès à des informations leur permettant de prendre des décisions éclairées, en toute connaissance de cause, détermineront la manière dont les politiques commerciales et d'autres politiques qui en découlent seront façonnées (UNIFEM 1999d).

En plus de la lutte pour une réglementation qui tienne compte de la problématique hommes-femmes et permette de combattre les inégalités existantes dans l'accès au marché, les femmes doivent affronter les nouvelles inégalités créées par la technologie à évolution rapide, surtout les technologies de l'information et des communications. Dans quelle mesure les groupes et les individus sont capables de tirer parti de la libéralisation des échanges dépend étroitement de leur capacité de contrôler et d'utiliser ces nouvelles technologies.

Transformation de la technologie afin de restructurer la mondialisation

L'augmentation impressionnante de l'accès aux informations et de la rapidité des communications à l'ère numérique constitue la deuxième dimension importante



UNICEF/Giocomo Pirozzi

de la mondialisation. Ensemble avec une baisse de la réglementation, les nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC), surtout Internet, modifient le fonctionnement des marchés et l'organisation de la production. Le danger est que, comme pour la déréglementation, ces technologies profiteront essentiellement à ceux qui sont déjà bien placés du point de vue de leurs connaissances et leurs compétences.

C'était l'une des conclusions d'un projet de recherches participatif novateur, soutenu par l'UNIFEM, au sujet de la problématique hommes-femmes et les nouvelles technologies, organisé par l'Institut des nouvelles technologies de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH) en association avec des ONG de femmes en Asie. Le Directeur du projet, le Professeur Swasti Mitter, a constaté que l'essor du « télétravail » transnational a créé beaucoup de nouvelles opportunités pour les femmes du Sud, y compris l'entrée de données, la transcription médicale, des systèmes d'information géographique et la production de logiciels. Mais les femmes qui peuvent en tirer parti sont généralement instruites et proviennent des groupes à revenu élevé. Les femmes ayant peu ou pas de scolarisation, surtout les femmes plus âgées, sont les perdantes. Comme l'affirme le Professeur Mitter, il existe « une partialité liée à l'âge dans la répartition des bénéfices de la mondialisation » :

Le travail de l'UNU/INTECH dans le contexte de la Chine et du Vietnam montre que la mondialisation a créé de nouvelles opportunités dans les nouveaux emplois du secteur des services pour les jeunes femmes qui connaissent l'anglais, mais a entraîné le licenciement pour cause économique de beaucoup de femmes âgées de plus de 35 ans, soit parce qu'elles se trouvent dans des industries en déclin, soit parce que leurs compétences sont démodées (Mitter 1999).

Le projet n'a pas tiré la conclusion que les groupes de femmes devraient s'opposer aux nouvelles technologies, mais plutôt qu'elles devraient lever la voix dans le dialogue politique et faire pression pour obtenir des améliorations au niveau de la formation des femmes ainsi que la protection sociale pour celles qui sont lésées.

Internet

En ce qui concerne l'utilisation d'Internet, le Rapport mondial sur le développement humain de 1999 a attiré l'attention sur les très grandes inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays. Les utilisateurs d'Internet possèdent beaucoup de connaissances et de compétences, y compris l'alphabetisation, l'accès à des

informations pertinentes dans une langue locale et la capacité d'utiliser ces informations d'une manière significative et valorisante. En général, comme les hommes accèdent plus facilement à l'équipement et disposent de plus de temps et d'argent, ils acquièrent plus rapidement les compétences nécessaires. L'utilisateur typique est un jeune homme blanc à revenu élevé qui a fait des études universitaires, parle anglais et vit dans un pays riche. Les femmes pauvres, surtout celles qui vivent dans des pays pauvres, sont les plus désavantagées.

Le coût, quoiqu'il ne constitue qu'un seul facteur, est éloquent : au Royaume-Uni, le coût annuel d'un abonnement à Internet s'élève à 2,7 pour cent du PNB par habitant, mais en Argentine et en Afrique du Sud, il revient à 3,5 pour cent et en Lettonie à 15,3 pour cent du PNB par habitant (Panos 1998). Le problème n'est pas seulement un manque d'hôtes Internet et d'ordinateurs personnels, mais aussi l'accès inégal aux postes de télévision, aux lignes téléphoniques et aux téléphones mobiles. Même dans le cas des postes de radio, il existe encore un déséquilibre entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu, comme le montre le tableau 6.1.

Amélioration de l'accès aux TIC

Pour résoudre ces problèmes et promouvoir l'accès universel à un prix abordable, plusieurs pays en développement ont mis l'accent sur les communautés plutôt que sur les individus (voir encadré 6). Des sites d'accès public novateurs sont en cours d'installation dans des « télécentres » établis dans des centres municipaux, des écoles publiques, des bibliothèques et des centres de femmes où les gens peuvent obtenir et partager des informations à l'aide d'ordinateurs, d'Internet, du courrier électronique, de télécopies et de téléphones et aussi à l'aide de liens entre ces technologies et les médias plus traditionnels qui ont une portée plus grande, la radio communautaire, par exemple (voir encadré 7).

Les télécentres deviennent également un outil important pour l'éducation. L'un des « modèles de succès » du *Commonwealth of Learning* (Commonwealth de l'enseignement) comprend un projet d'alphabétisation qui utilise des centres d'apprentissage communautaires technologiques pour soutenir le travail d'alphabétisation dans les pays en développement. On a établi des projets pilotes pour découvrir de quelle manière les programmes d'alphabétisation



Encadré 6 : Réseau de communications des femmes

L'International Women's Communications Centre (IWCC ou le Centre international de communications des femmes) est un réseau international qui a été formé en 1993 lors d'une conférence consacrée à l'amélioration du réseau de communications entre les femmes au Nigeria au niveau de la communauté aussi bien qu'en Afrique tout entière.

L'IWCC-Nigeria est une organisation locale établie pour communiquer des informations provenant du réseau international aux femmes nigérianes au niveau de la communauté. En plus des réunions hebdomadaires pour partager ces informations obtenues via Internet et des séances de travail sur des sujets d'actualité, le groupe :

- imprime des bulletins locaux dans les langues locales ;
- distribue des brochures aux femmes le jour du marché ;
- diffuse des émissions à la station radio locale ;
- produit des reportages vidéo sur des sujets d'actualité ;
- gère un centre de ressources/bibliothèque gratuit.

L'ICWW sert aussi de bureau local pour les ONG internationales telles que la Groots Super Coalition, la Pan-African Women's Liberation Organization (PAWL ou Organisation panafricaine de libération des femmes), l'International Alliance of Women Politicians (Alliance internationale des femmes politiques), Help Women in Distress (Aide aux femmes en détresse), Women's Voice on Radio Link (La voix des femmes à la radio), Global Alliance Against Trafficking in Women (GAATW ou Alliance mondiale contre le trafic de femmes) et WINGS Nigeria-Information Gathering on Women (WINGS Nigeria-Collecte de données sur les femmes).

Source : Hajiya Goroso Giwa, Global Knowledge for Development Internet Discussion (Groupe de discussion Internet sur le Savoir mondial pour le développement).

Tableau 6.1 : Indicateurs de la disponibilité des TIC, 1997 environ

Niveau de revenu	Postes de radio pour 1000 personnes	Postes de télé pour 1000 personnes	Lignes de téléphone principales pour 1000 personnes	Téléphones mobiles pour 1000 personnes	Ordinateurs personnels pour 1000 personnes	Hôtes Internet pour 10 000 personnes
Revenu élevé	1300	664	552	188	269,4	470,12
Revenu moyen	383	272	136	24	32,4	10,15
Faible revenu	147	162	32	5	4,4	0,17

Source : d'après le *World Development Report 1999/2000* (Rapport sur le développement dans le monde) de la Banque mondiale, tableau 19, pp. 266-67.

Encadré 7: WomensNet Community Radio Exchange (Centre d'échange WomensNet pour les stations radio communautaires)

WomensNet, un projet commun de SANGONet et de la South African Commission on Gender Equality (Commission sud-africaine sur l'égalité des sexes) cherche à aider le mouvement féministe de l'Afrique du Sud à avancer la cause des femmes en exploitant le potentiel offert par les TIC, surtout Internet. Le projet a été conçu pour aider les organisations de femmes à se rencontrer, recruter des membres, parler de leurs problèmes, partager leurs ressources et aiguïser leurs outils d'activisme social.

Le WomensNet Community Radio Project (Projet WomensNet de radiodiffusion communautaire) travaille avec des stations de radio communautaires, des organisations de femmes et d'autres projets des médias pour créer un espace où les radios communautaires et les organisations de femmes ou les organisations sensibilisées à la problématique hommes-femmes peuvent échanger des informations. Le site web permet le téléchargement et la radiodiffusion d'informations « prêtes à diffuser » et l'affichage d'informations en ligne.

L'objectif du projet est :

- d'augmenter la sensibilité aux problèmes des femmes à travers des émissions radio communautaires ;
- de développer les aptitudes des groupes de femmes à générer un contenu pour les nouvelles et les émissions radio communautaires ;
- d'améliorer les techniques de communication et de diffusion de l'information des groupes de femmes afin de les aider à utiliser les médias et à préparer des informations prêtes à diffuser sur les radios communautaires.

WomensNet a créé un centre d'échanges basé sur Internet afin de faciliter la diffusion de nouvelles locales sur les femmes et l'égalité des sexes en Afrique du Sud. Le Community Radio Exchange, un centre d'échange de textes prêts pour la radiodiffusion et de fichiers audio pour utilisation par des stations radio communautaires a été lancé formellement le 29 mars 2000 (voir <http://radio.womensnet.org.za>).

peuvent tirer profit des technologies de l'information et des communications au Bangladesh, en Inde et en Zambie. L'objectif de ces centres de développement est de fournir des programmes de formation qui développent les compétences des débutants pour la lecture, le calcul et l'utilisation des outils de l'information et des communications (voir www.col.org/models/literacy.htm).

« [Internet] a aiguïté mon appétit de me tenir au courant de l'évolution du monde...on a plus confiance si on peut se tenir au courant des connaissances, de la culture. Pourquoi devrions-nous être laissées de côté ? »

— Salwa Al-Qunaiber, opératrice d'ordinateurs du bureau de recensement (Sami 1999)



Carol Barton

Un facteur qui freine le développement des télécentres est le manque de raccordements téléphoniques fiables surtout en milieu rural. Les téléphones mobiles pourraient devenir plus prometteurs à mesure qu'ils deviennent capables de transmettre le courrier électronique et d'autres formes d'informations.

Inclusion électronique

Dans certains pays où des normes et des traditions culturelles strictes isolent les femmes, Internet a facilité l'accès de certaines femmes aux connaissances et à l'information. En Arabie saoudite, par exemple, un fournisseur d'accès Internet – AwalNet – a créé une division spéciale pour les internautes femmes, augmentant ainsi les nombreux services « réservés aux femmes », tels que banques, écoles et centres commerciaux. Ainsi les femmes peuvent utiliser Internet avec le soutien d'un personnel composé uniquement d'informaticiennes (Sami 1999).

L'accès amélioré signifie plus qu'une « demande de connexion » faite par quelques femmes de plus. C'est une manière d'assurer que les femmes qui peuvent entrer en communication le font non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour transmettre des informations provenant d'Internet aux femmes qui ne peuvent pas le faire (voir encadré 6 sur l'ICWW). Il permet également d'assurer la circulation de l'information dans

Encadré 8: Réseau des droits humains de la femme

Women's Human Rights Net (whrNET), le réseau des droits humains de la femme, est une initiative concertée de la part des ONG qui relie des organisations partenaires et des défenseurs des droits humains de la femme à travers le monde via Internet. Cette ressource dynamique a été conçue comme un outil intégré pour la défense des droits humains de la femme, pour la constitution d'un réseau d'entraide et comme un outil de recherche et d'éducation. whrNET fournit des informations dans trois langues principales – anglais, français et espagnol – et sert d'espace en ligne pour l'échange d'informations, le développement de stratégies de plaidoyer et l'approvisionnement en ressources destinées à renforcer les capacités des organisations et des activistes qui s'occupent des droits humains de la femme.

whrNET a ses origines dans une réunion tenue en 1997 à Harare au Zimbabwe où plus de 50 dirigeantes d'organisations des droits humains de la femme, provenant d'environ 20 pays, se sont réunies pour développer des stratégies destinées à renforcer les capacités, la promotion de ces droits et le réseau d'entraide au sein du mouvement. whrNET est co-parrainé et soutenu par ses organisations partenaires et il reçoit de l'aide de l'UNIFEM.

Source: www.whrNET.org.

les deux sens – non seulement du Nord au Sud – et dans des langues qui ne sont pas celles seulement des cultures dominantes.

Ainsi, l'amélioration de l'accès fait partie d'une discussion plus vaste sur le savoir mondial qui met l'accent sur la quantité disproportionnée d'obstacles au développement humain que les femmes doivent surmonter – allant de revenus, niveau d'études et formation inférieurs aux stéréotypes professionnels selon le sexe et à une participation limitée aux prises de décisions – et qui entravent leur participation réussie à la « société du savoir ».

Campagnes électroniques

Internet fournit de nouvelles possibilités pour répondre à des situations telles que les crises humanitaires et les violations des droits de la femme (voir encadré 8). Pour les organisations à budget limité et sans accès aux médias nationaux, il s'agit d'un moyen efficace de communiquer avec le public à travers le monde, leur permettant de diffuser des informations rapidement et d'éviter la censure gouvernementale. Il est particulièrement utile pour la transmission d'informations exigeant des mesures d'urgence à travers des réseaux électroniques. Les campagnes électroniques montrent comment les femmes transforment Internet, outil technologique, en outil politique de promotion des droits, dans les différentes régions et de leurs perspectives culturelles différentes.

« Lorsque la guerre en Yougoslavie-Kosovo a éclaté, nous avons créé une liste d'envoi et tous les courriers électroniques reçus concernant les femmes du Kosovo et de Belgrade ont été envoyés aux groupes de nouvelles et à nos membres internationaux (300 environ). [Notre] liste d'envoi a renforcé la communication entre les femmes de la région, les activistes internationales et les fondatrices ».

— Kristina Mihalec, Croatie, communication électronique personnelle



PNUD/Ron Da Silva

On peut citer comme exemple la campagne des Femmes en noir en Serbie où les femmes ont utilisé des réseaux électroniques pour informer le monde de ce qui arrivait aux femmes pendant la guerre civile après le démembrement de l'ancienne Yougoslavie en

1990 et pour obtenir du soutien pour leur campagne non violente. De manière analogue, au Kosovo en 1998, les femmes ont pu informer le monde des atrocités en même temps qu'elles se produisaient et aussi obtenir le soutien d'autres groupes de femmes et apprendre des stratégies de ces groupes pour aider les nombreuses femmes traumatisées par le viol et autres violations des droits de la personne.

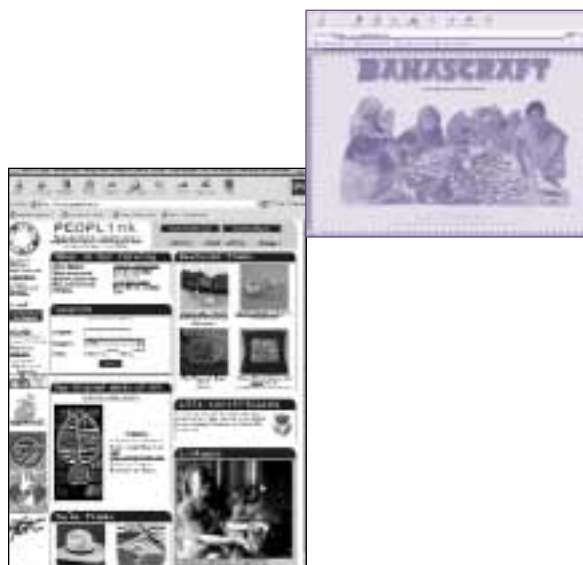
L'UNIFEM a activement soutenu l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) pour les campagnes contre la violence à l'égard des femmes. Une liste de discussion électronique (<end-violence>) a réuni plus de 2 000 participantes pour échanger des opinions et des stratégies en 1998 et 1999. Une vidéoconférence mondiale à l'occasion de la Journée internationale de la femme en 1999 a réuni les femmes responsables de l'élaboration des politiques à l'Assemblée générale de l'ONU et des organisations de femmes, des gouvernements, des agences de développement et le grand public à travers le monde.

La communication via Internet a joué un rôle important en mobilisant les critiques et en les centrant sur les règles gouvernant l'économie mondiale, par exemple, la proposition de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui a été retirée en partie à cause des campagnes Internet des ONG. Le courrier électronique a également réuni de nombreuses personnes qui ont protesté lors de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en novembre 1999 contre la nature non démocratique des délibérations de l'OMC. Des groupes de femmes à travers le monde ont joué un rôle actif dans la campagne contre l'AMI et la mobilisation des ONG à la réunion de l'OMC.

Commerce électronique

Selon l'Organisation mondiale du commerce, le commerce électronique « peut comprendre des produits qu'on achète et paie via Internet, mais qui sont livrés physiquement, ainsi que des produits qui sont livrés sous la forme d'informations numériques via Internet » (www.wto.org/wto/ecom.htm). Internet offre aux femmes entrepreneurs l'accès à un marché plus vaste, plus rapidement, et à un prix plus bas que les débouchés traditionnels. Dans certains cas, les femmes peuvent aussi commander des produits en ligne. Les initiatives de formation en commerce électronique permettent aux fournisseuses de développer des rapports avec des partenaires et des commerçants intéressés dans beaucoup de régions du monde. Les sessions en ligne leur permettent de se renseigner sur les débouchés, d'explorer des solutions pour combiner les ressources de production locales afin de répondre à une demande à grande échelle tout en assurant le contrôle de la qualité, et même de concevoir leurs propres pages Web.

Certaines initiatives permettent aux petits et moyens entrepreneurs et producteurs du Sud de travailler dans le cadre du commerce électronique malgré les difficultés rencontrées pour obtenir des garanties de paiements (ce qui nécessite l'utilisation de cartes de crédit) et d'autres contraintes logistiques. Les producteurs peuvent utiliser Internet pour entrer en contact avec les acheteurs éventuels et pour montrer leurs produits et faire la publicité. Ensuite, par



« Nous avons beaucoup de projets de femmes dans la région, mais de nombreux villages éloignés ne peuvent pas se renseigner pour savoir quand il y a des expositions et où elles peuvent apporter leurs produits d'artisanat ».

— Elizabeth Amuro, agent du développement communautaire, Ouganda (Opoku-Mensah 1999).

l'intermédiaire des Chambres de commerce locales ou des associations des gens d'affaires et des ONG, il est possible de les contacter pour passer une commande. En Inde, par exemple, le programme de soutien des artisanes de la *Self-Employed Women's Association* (SEWA ou Association des travailleuses indépendantes) travaille avec 6 000 femmes de la région de Banaskantha, au nord de l'Etat de Gujerat. Plus de 3 000 artisanes vendent leurs produits à travers leur point de vente, Banascraft, qui montre des images numériques de leurs produits (voir www.banascraft.org/banascraft/sewa.htm).

PEOPLink, une organisation fondée sur la pratique commerciale loyale, soutient les artisanes locales en utilisant des caméras numériques reliées à Internet et aide les femmes en milieu rural à commercialiser leurs produits en ligne. Ces initiatives aident les femmes à recevoir plus pour leurs produits en éliminant l'intermédiaire qui reçoit en général la plupart des bénéfices des ventes.

Le Souk virtuel fournit des possibilités d'emploi aux femmes du secteur informel, facilitant l'inclusion de celles qui risquent de ne pas pouvoir tirer profit des technologies de l'information en raison d'un manque d'accès et d'informations. Le concept du Souk virtuel dépasse le cadre du marché ; il s'agit d'un outil de développement conçu pour renforcer le pouvoir d'action des artisanes locales et des ONG par l'intermédiaire d'une formation et de l'accès à l'information et aux connaissances (voir encadré 9).

Encadré 9 : Initiatives de commerce électronique

PEOPLink aide les organisations de commerce loyal locales à commercialiser leurs produits sur Internet. Basé sur une initiative antérieure de commande par correspondance, appelée « Pueblo to the People », qui a commercialisé des produits d'artisanat fabriqués par des artisans en Amérique latine, il comprend un nouveau concept de commercialisation qui consiste à présenter la vie des artisans qui ont créé les produits ainsi que les produits eux-mêmes. Généralement, PEOPLink achète les articles à vendre en vrac afin de pouvoir les expédier aux clients rapidement. Les produits sont achetés d'avance, ce qui permet aux artisans d'acheter des matières premières et des fournitures pour créer de nouveaux produits. Le site permet également aux marchands en gros d'acheter en ligne.

PEOPLink développe des liens avec ses partenaires commerciaux par l'intermédiaire des ONG locales qui ont des liens avec des groupes au niveau de la communauté : coopératives d'artisanat, groupes de veuves, associations de réfugiés et ligues de paysans, par exemple. Chaque ONG fournit des services à plusieurs groupes locaux et prend des photos des artisans au travail et des produits à vendre. Elles peuvent également répondre aux questions sur les produits par courrier électronique.

PEOPLink soutient ses partenaires commerciaux ONG en leur fournissant une formation en personne et en ligne, aussi bien que par courrier électronique, et leur fournit des caméras numériques. Il apprend à ses partenaires à capter des images et à en faire la mise en forme sur ordinateur dans un format qui est approprié pour Internet. Les partenaires commerciaux, à leur tour, fournissent une formation aux artisans et les aident à préparer du matériel pédagogique portant sur leurs vies et leur travail. Les partenaires commerciaux aideront les groupes à établir leurs propres sites web dont l'hôte sera PEOPLink. On prévoit d'agrandir le projet et de le relier à Oxfam America et au Festival des traditions populaires du Smithsonian Institution et de vendre les produits d'artisanat aux magasins de musée et à d'autres revendeurs.

Le Souk virtuel (ou marché virtuel) est une initiative de la part de l'Institut de la Banque mondiale qui met les artisans en contact avec des organisations de développement locales pour les aider à commercialiser leurs produits. L'Institut fournit des formations en gestion et des conseils techniques aux ONG pour les aider à créer des sites web et à mettre en place une chaîne commerciale qui comprend l'établissement des prix, la réception des commandes, des livraisons à l'échelle mondiale et la gestion de tous les aspects financiers associés. A leur tour, les ONG fournissent une formation en gestion des microentreprises aux artisans concernés. On encourage l'interaction des dessinateurs locaux avec les producteurs afin de protéger l'artisanat traditionnel, tout en lui fournissant un point de vente contemporain.

Le Souk virtuel crée un marché Internet pour l'art et l'artisanat produits dans le Sud et destinés aux consommateurs du monde. Jusqu'à présent, des artisans du Maroc, de la Tunisie et du Liban ont participé au Souk virtuel et 75 à 80 pour cent de ces partenaires artisans sont des femmes. On prévoit, qu'à travers le Souk virtuel, les artisans auront un meilleur accès aux marchés internationaux et aux informations, augmenteront leurs revenus et participeront à la préservation de leur héritage culturel.

Sources : Barton Crockett, *Web crusade for global aid* : PEOPLink pursues Net profits for the poor, www.PEOPLink.org/gen/press/98/09/29/msnbc ; Gail L. Grant, PEOPLink, www.PEOPLink.org/gen/press/99/06/23/commercenet ; Azedine Ouerghi, 1999 ; www.elsouk.com/english/mainbazaar.htm.

Consultation électronique

Les nouvelles technologies ont permis l'inclusion d'une gamme d'opinions plus large dans la formulation des politiques. En préparation de l'examen par l'Assemblée générale des progrès réalisés dans la mise en application du Programme d'action en juin 2000, l'organisation WomenWatch, portail Internet de l'ONU pour les informations mondiales sur les préoccupations, le progrès et l'égalité des femmes, a fait un effort pour garantir une participation à grande échelle et pour accueillir les suggestions des femmes à travers le monde. WomenWatch, une initiative conjointe réunissant la Division de la promotion de la femme de l'ONU, l'UNIFEM et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) a organisé une série de Groupes de travail par courrier électronique – le Forum mondial de Beijing+5 – entre septembre et décembre 1999.

Chaque groupe de travail a abordé l'un des domaines de préoccupations importantes contenus dans le Programme d'action et a examiné :

- les politiques, les législations, les stratégies et les partenariats qui ont réussi à avancer la cause de l'égalité des femmes ;
- les études de cas, les meilleures pratiques et d'autres exemples d'efforts réussis de la part de gouvernements, d'entreprises et d'organisations de la société civile ;
- les obstacles qui restent et comment les surmonter.

Les participants, du Nord et du Sud, ont compris des représentants gouvernementaux, des activistes, des universitaires, des représentants du secteur privé et beaucoup d'autres qui ont partagé leurs expériences, ainsi que leurs idées sur la manière de réaliser l'égalité des femmes. Des contributions de tous les Groupes de travail, sous forme de « documents de séance », ont fourni beaucoup de renseignements à la Commission de la condition de la femme (CCF) lors de sa réunion en mars 2000.

Politique et cadre réglementaire pour les TIC

Même si plus de femmes peuvent accéder aux nouvelles technologies de l'information et des communications, le développement et la diffusion rapides de ces technologies, dans des langues et des formats conçus pour répondre aux besoins en communication de leurs créateurs, signifient que beaucoup de gens, surtout les femmes pauvres dans des pays en développement, risquent de plus en plus de se trouver laissées de côté – dans la production et l'échange des connaissances et de l'information et dans de plus en plus d'aspects de la vie quotidienne, qu'il s'agisse d'achats ou du règlement de factures, par exemple. En partie, ce problème est dû à la concentration des capitaux. Le Rapport mondial sur le développement humain de 1999 révèle qu'en 1998, les dix premières sociétés commerciales contrôlaient 60 pour cent des revenus totaux dans l'industrie informatique et 86 pour cent du total dans les télécommunications. Par conséquent,

... la technologie, l'économie et la culture Internet donnent l'impression d'être très américaines. Les sociétés qui tirent profit d'Internet, qu'il s'agisse des nouveaux venus tels que Amazon.com et Yahoo ou des fournisseurs de technologie établis tels que IBM, Sun Microsystems, Cisco et Microsoft, sont américaines. Selon une estimation, les sociétés commerciales des Etats-Unis encaissent 85 pour cent des revenus provenant des activités Internet et représentent 95 pour cent de la valeur des actions Internet (New York Times, le 9 janvier 2000).

Les implications sont lourdes de conséquences et soulèvent des questions concernant la capacité des femmes à participer à la création et à la production des connaissances et aussi à accéder à ces connaissances et à les consommer. C'était l'un des thèmes mis en valeur à une conférence en mars 2000 par le *Global Knowledge Partnership* (Alliance mondiale pour le savoir), une coalition mondiale d'organismes de développement, d'ONG, de gouvernements et d'entreprises qui mettent l'accent sur l'importance du savoir pour le développement. L'UNIFEM ainsi que des réseaux de femmes de toutes les régions ont aidé à assurer l'intégration d'une perspective sexospécifique à tous les domaines, portant leur attention surtout à des structures de soutien pour les femmes entrepreneurs, à la participation des femmes au secteur des TIC et aux femmes en tant que décisionnaires dans le secteur réglementaire. Parmi les autres problèmes réglementaires, on peut signaler la protection des droits de la propriété intellectuelle dans le contexte des connaissances traditionnelles et autochtones et la protection des cyberespaces publics dans un secteur qui devient de plus en plus privatisé.



Giney Villar/Women in Action #2

Un forum où les problèmes réglementaires pourraient être analysés du double point de vue des hommes et des femmes est l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève, une institution au sein de laquelle les gouvernements et le secteur privé coordonnent les réseaux et les services des télécommunications mondiales. En 1998, la Conférence mondiale de développement des télécommunications a établi un groupe de travail sur la Problématique hommes-femmes dans le secteur du développement destiné à assurer que les femmes et les hommes dans les pays en développement puissent bénéficier de ce phénomène de manière juste et équitable. Le Secteur du développement de l'UIT a également décidé d'agir comme

une force habilitante permettant le développement d'un réseau actif entre les divers types d'organisations de femmes qui s'occupent des différents domaines des télécommunications et de l'information.

Disparité entre les sexes au niveau de la production et de l'exploitation de ces technologies

Beaucoup de problèmes liés à la problématique hommes-femmes dans le contexte des TIC sont analogues à ceux qui ont été déclenchés par d'autres formes de technologie : un déséquilibre entre les sexes fondamental, entre la perspective et le savoir de ceux qui font les recherches scientifiques et conçoivent et contrôlent la technologie et celles qui l'utilisent et ressentent son impact. La technologie de la contraception en est un bon exemple. Un nombre disproportionné des scientifiques qui mettent au point les technologies de contraception sont des hommes qui ne considèrent pas ces technologies du point de vue des utilisateurs qui sont essentiellement des femmes. Comme le démontrent Carmen Barroso et Sonia Corrêa (1995) dans le cadre de leurs recherches sur le contraceptif Norplant, la problématique hommes-femmes survient à trois stades critiques : dans les contextes du consentement éclairé lors des essais cliniques, de l'évaluation de l'efficacité et de l'innocuité des produits et de la compréhension des raisons pour lesquelles souvent les utilisateurs n'utilisent pas la technologie de la manière envisagée par les scientifiques lors de sa mise au point.

Le consentement éclairé est entravé par de grandes disparités au niveau des connaissances initiales et les stéréotypes qui stigmatisent les femmes pauvres, les présentant comme des personnes incapables de comprendre des problèmes complexes. L'évaluation de l'efficacité et de l'innocuité est faussée en raison d'un manque d'intérêt scientifique pour les effets qui ne peuvent pas être observés et mesurés facilement : dépression, perte de libido, perturbations de la vie sexuelle, irrégularités menstruelles, prise de poids et infertilité permanente. Ce que l'on appelle l'échec de l'utilisateur est mal compris parce qu'on ne le considère pas du point de vue des femmes qui utilisent la technologie. Par conséquent, les recherches scientifiques en technologie contraceptive sont orientées vers des technologies qui réduisent de manière dramatique les possibilités de conception d'une femme, mais ces technologies ne sont pas sous le contrôle des femmes, ce qui mène à la violation potentielle des droits de la femme.

Le défi consiste à améliorer la communication entre les scientifiques et ceux qui défendent l'égalité des sexes, comme c'était le cas dans le débat sur Norplant au Brésil dans les années 80, lorsque ce que Barroso et Corrêa appellent l'« isolement scientifique » a été brisé :

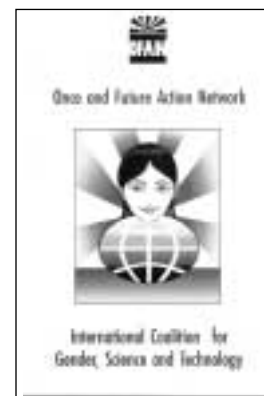
Beaucoup d'autres acteurs ont exprimé leurs opinions. Cette variété des points de vue, ainsi que l'effort de rendre transparents des problèmes traditionnellement complexes et obscurs, fait que l'épisode Norplant a été un moment de communication démocratique... Les citoyens pourront comprendre l'étendue des recherches scientifiques seulement quand ils auront accès à des informations de base et pourront communiquer ouvertement (1995 : 304).

Intégration d'une perspective sexospécifique à la science et à la technologie

L'objectif n'est pas seulement d'encourager plus de femmes à faire des recherches scientifiques et à concevoir de nouvelles technologies, mais aussi à centrer la science et la technologie plus sur les gens. Avant la conférence de Beijing, l'UNIFEM a soutenu la formation d'un réseau international d'ONG travaillant sur la problématique hommes-femmes et les problèmes liés à la science et à la technologie, connu sous le nom du *Once and Future Action Network* (OFAN ou réseau d'action ponctuelle et future). Ce réseau défend les politiques accordant aux femmes un rôle plus actif lorsqu'il s'agit de redéfinir l'orientation de la recherche et de l'élaboration des politiques. L'OFAN a pu fournir des informations et influencer les travaux de la Commission des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (CNUSTD), qui à son tour a soulevé la problématique hommes-femmes avec les ministères responsables de la science et de la technologie. Depuis Beijing, l'UNIFEM a fourni des possibilités à l'OFAN et au *Gender Advisory Board* (Conseil consultatif pour les questions spécifiques aux sexes) du CNUSTD de mettre en œuvre un programme commun. Ils l'ont fait tout récemment encore en 1999, à Budapest, à la Conférence mondiale sur la science de l'UNESCO, où la problématique hommes-femmes a été soulevée par de nombreuses délégations nationales.

Sur le plan de l'information et des communications, l'UNIFEM travaille en association avec des ONG sur des projets destinés à améliorer l'accès des femmes à ces nouvelles technologies – allant du partage électronique des informations aux initiatives pour le commerce électronique et à l'élaboration d'une politique des TIC – et à augmenter la maîtrise de ces technologies par les femmes. Ces activités comprennent :

- *la politique* : obtenir que la problématique hommes-femmes devienne une partie explicite du programme d'action des organismes de direction des TIC et des événements associés et assurer que le système de l'ONU tienne compte plus des progrès réalisés dans le domaine des femmes et des TIC ;
- *l'apprentissage* : consolidation des connaissances sur des problèmes conceptuels clés et des initiatives de projet réussies liées à l'égalité des sexes et aux TIC et soutien pour le partage et l'incorporation systématiques et suivis des connaissances liées au sexe ;
- *des projets* : initiatives pilotes et leur reproduction – il s'agit non seulement de projets centrés sur les femmes, mais aussi de solutions pour intégrer la sensibilisation aux différences entre les sexes et l'analyse comparative entre les sexes aux projets faisant partie du « courant dominant » ;
- *des ressources* : identification des personnes et des organisations prêtes à aider à développer un programme qui tiendrait compte des différences entre les sexes dans le domaine du savoir pour le développement.



Transformation des processus d'élaboration des politiques économiques

Beaucoup d'économistes, tout comme les spécialistes des sciences physiques, considèrent que leurs recherches sont scientifiques et affirment que leurs conseils d'orientation stratégique ont une base scientifique. L'intégration d'une perspective sexospécifique à l'analyse économique et les technologies de gouvernance économique basées là-dessus soulèvent des considérations analogues. Il faut non seulement que plus de femmes participent aux discussions sur l'analyse et la politique économiques, mais aussi que les termes même de ces discussions changent.

À l'aube du nouveau millénaire, on assiste à un débat énergique sur le type de politique économique requise pour assurer que la mondialisation profite aux pauvres, ainsi que sur le type de règles mondiales requises pour réglementer les marchés et orienter les opérations des établissements économiques internationaux. Le Rapport mondial sur le développement humain de 1999 fait quelques suggestions sur la manière de procéder pour garantir un contrôle social de la mondialisation et conclut :

Beaucoup de débats sont actuellement en cours, mais ils sont trop étroitement ciblés, trop déséquilibrés géographiquement et trop dépendants des intérêts économiques et financiers. Partout dans le monde, les individus doivent participer à ces débats et affirmer leurs intérêts et leurs préoccupations. (PNUD 1999).

Les femmes ont contribué à ce débat et font des progrès vers la formulation de programmes économiques menés par les femmes qui mettent la justice sociale et la prestation des soins avant le profit. Il faut relever le défi en assurant que ces objectifs sont inscrits dans les programmes d'action économiques aux niveaux national et international.



Critique des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel.

Depuis la fin des années 80, les chercheuses ont participé à une critique des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel qui constituent une condition préalable pour l'accès aux prêts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Au départ, elles ont mis l'accent sur les effets négatifs sur les femmes pauvres ; une critique plus nuancée a suivi, soulignant l'impact de ces politiques sur les rapports sociaux entre les sexes et l'impact de ces rapports sur les résultats de ces politiques (Benería 1995). Des groupes tels que *Women's Eyes on the World Bank* (Les yeux des femmes sur la Banque mondiale) ont analysé dans le moindre détail les implications sexospécifiques des programmes de réforme sectorielle de la Banque dans des domaines tels que la santé et l'éducation.

À la suite de pressions publiques exercées par les ONG et des partisans internes, la Banque mondiale a réévalué sa position ces dernières années vis-à-vis de la problématique hommes-femmes et de la réforme éco-

nomique. Pour se faire conseiller sur ces problèmes, la Banque a également établi un *External Gender Consultative Group* (EGCG ou groupe consultatif externe chargé d'examiner la problématique hommes-femmes), composé de quatorze femmes venant du monde entier qui ont de l'expérience aux niveaux opérationnel, de la politique et de la recherche. Ce groupe comprend des experts sur toute une gamme de sujets liés au développement et provenant d'un éventail très large de la société civile, y compris des ONG, des organisations de femmes et des établissements de recherche en Asie, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen Orient, en Europe, en Asie centrale et dans d'autres pays de l'OCDE. Plus précisément, les objectifs de l'EGCG sont les suivants :

- fournir un mécanisme pour la diffusion des informations et pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des politiques sexospécifiques de la Banque et dans sa réponse au Programme d'action de Beijing ;
- fournir un forum de discussion sur les préoccupations des différents secteurs de la société civile concernant les approches de la Banque de la problématique hommes-femmes ;
- fournir des informations à la Banque sur les conclusions tirées par les ONG et d'autres organisations concernant des approches prometteuses de la problématique hommes-femmes ;
- promouvoir et renforcer la coopération entre les ONG et la Banque sur la problématique hommes-femmes au niveau des régions et des pays.

Le groupe consultatif (*External Gender Consultative Group*) a tenu sa première réunion en avril 1996 en présence du Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, des vice-présidents régionaux, des économistes en chef, des coordinateurs de la problématique hommes-femmes et du personnel des divers secteurs de la Banque. Lors de cette réunion et des réunions ultérieures, on a interrogé les membres du personnel au sujet de leurs politiques et de l'intégration de la problématique hommes-femmes au cadre décisionnel de l'organisation.

Les évaluations de l'efficacité du groupe consultatif sont mixtes. Le groupe lui-même continue à exprimer son optimisme au sujet de la volonté de la Banque de parler des problèmes sexospécifiques et aussi ses réserves concernant le manque de progrès opérationnel, surtout au niveau des pays. Une évaluation indépendante de l'efficacité du groupe par le groupe féminin de surveillance de la Banque mondiale, *Women's Eyes on the World Bank*, affirme que jusqu'ici, l'EGCG n'a pas influencé le cadre conceptuel de la Banque dans le domaine macroéconomique de manière significative. On attend impatiemment les prochaines publications de la Banque mondiale, y compris le *Policy Research Report on Gender and Development* (Etude technique sur la politique liée à la problématique hommes-femmes et au développement), le Rapport mondial sur le développement mondial 2000, et un rapport sur *Women and World Bank Adjustment Lending* (Les Femmes et les prêts d'aide à l'ajustement de la Banque mondiale) pour voir s'il y a des signes d'une nouvelle manière de penser. Le FMI est connu de longue date pour ses décisions prises à huis clos, sans

consultation même avec les collègues de la Banque mondiale, sur de nombreux problèmes critiques. Il n'a participé à aucun exercice consultatif similaire.

« Officiellement, bien sûr, le FMI n' " impose " pas son point de vue. Il négocie les conditions requises pour recevoir de l'aide. Mais tout le pouvoir dans ces négociations se trouve d'un côté – du côté du FMI. Le Fonds accorde rarement suffisamment de temps pour qu'un large consensus se forme ou même pour des consultations générales avec les parlements ou la société civile ».

— Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef, Banque mondiale, le 4 avril 2000.

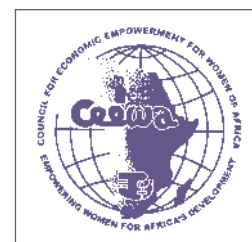
Vers une approche différente de la politique économique nationale

Les femmes dans les différentes parties du monde ont pris des initiatives pour promouvoir des approches différentes de la politique économique, axées plus sur la problématique hommes-femmes : amélioration de l'alphabétisation économique des groupes féminins de revendication ; obtention d'une participation plus grande de la part des femmes aux processus d'élaboration de la politique économique ; défense d'une approche axée plus sur la problématique hommes-femmes à la conception des programmes de redressement économique ; formation des responsables des politiques les amenant à analyser les problèmes économiques du double point de vue des hommes et des femmes ; recherches sur les effets sexospécifiques de la politique macroéconomique au niveau local ; recherche de solutions pour réaliser une analyse macroéconomique

par sexe ; et pressions pour obtenir des modifications au niveau de la gouvernance économique mondiale, surtout des changements au sein de l'OMC.

L'une des initiatives pour améliorer l'alphabétisation économique des groupes féminins de revendication est la série de livrets publiés par le *Network Women in Development Europe* (WIDE ou Réseau de femmes et développement, Europe). Ils sont rédigés par des économistes femmes qui utilisent des approches imaginatives pour communiquer avec les femmes sans formation dans ce domaine. Hilkka Pietilä analyse la production à travers une série de schémas, en commençant avec le thème du découpage du gâteau. Nicky Pouw fait un contraste entre l'histoire au masculin de l'économie ménagère et l'histoire au féminin du fonctionnement économique des ménages, s'inspirant d'un roman américain classique, « Les quatre filles du docteur March » (*Little Women*). Irene van Staveren raconte l'histoire de l'interaction entre l'économie à base de marchandises et celle qui est basée sur les soins, utilisant des schémas et des exemples tirés d'une histoire souvent utilisée par les économistes, celle de Robinson Crusoë. Par la force des choses, ce naufragé sur une île déserte constituait une économie individuelle. Lois Woestman offre une nouvelle perspective sur les marchés et leur place dans la société en les décrivant du point de vue d'un extra-terrestre en visite sur la planète Terre (voir encadré 10). Chaque livret contient un glossaire de termes techniques ou des annexes techniques, ainsi que des suggestions pour leur utilisation dans des groupes de discussion.

L'objectif de la section régionale ougandaise du *Council of Economic Empowerment for Women of Africa* (CEEWA-Uganda ou Conseil pour l'accès des femmes au pouvoir économique en Afrique-Ouganda) et du Center for Policy Alternatives (Centre d'étude des options politiques) à Washington D.C.



Encadré 10 : Marchés sur la Terre contre marchés sur Vénus

Les économistes racontent souvent des paraboles pour permettre une compréhension intuitive des processus économiques. Souvent ils comparent aussi ce qui se passe avec d'autres solutions hypothétiques. Dans l'esprit de cette tradition, Lois Woestman examine le mode de fonctionnement des marchés en comparant ceux de la terre avec sa vision de leur fonctionnement sur Vénus, une planète plus sensibilisée à la problématique hommes-femmes.

Terre

Les vrais marchés sont efficaces dans la mesure où ils encouragent l'innovation et accordent l'offre et la demande pour les biens. Néanmoins, ...la définition courante de l'efficacité...ne tient pas compte du fait que la production pour l'argent a recours à des éléments qui ne sont pas pris en compte dans le calcul des coûts. En plus des ressources naturelles, ces éléments comprennent le travail non rémunéré qui aide à fournir des travailleurs productifs en bonne santé et amortit les coups portés à la société qui sont inhérents à la conception et au fonctionnement des marchés sur la terre.

Source : Woestman 1998 : 22-23.

Vénus

Nous aussi, nous utilisons des marchés pour certains processus d'approvisionnement, car nous partageons la conviction des Terriens qu'ils constituent l'une des nombreuses manières d'encourager l'innovation. Néanmoins, nous réservons l'utilisation des marchés pour les processus d'approvisionnement qui sont non-essentiels.

La santé, l'éducation et un revenu de subsistance minimum sont fournis à chaque Vénusien...Plutôt que de le considérer comme une corvée, nous apprécions le temps que nous passons à nous occuper de nos jeunes et de nos personnes âgées, et les adultes se partagent ce temps de manière équilibrée.

Encadré 11 : Repenser la politique sectorielle pour tenir compte des femmes

Nalini Burn, économiste de l'île Maurice, a utilisé cet exercice dans des groupes de travail dans plusieurs régions de l'Afrique. Elle répartit les participants dans plusieurs groupes mixtes, les hommes et les femmes des organisations internationales, du gouvernement et des ONG et leur demande de considérer la déclaration suivante et de répondre aux questions suivantes :

« Les femmes portent plus sur la tête et le dos que le système de transports intérieurs tout entier de ce pays ».

1. Que feriez-vous pour vérifier cette remarque ? Fournissez quelques détails.
2. Quelle est votre réponse ? Justifiez-la.
3. Quels sont les facteurs qui expliquent cette situation ?
4. Quels sont les effets et l'impact ?

Burn constate que cet exercice déclenche un voyage de découverte. Les statistiques traditionnelles pour le secteur des transports ne tiennent pas compte du temps et de l'énergie des femmes comme moyen de transport. Mais chaque jour les participants voient des femmes hisser des fardeaux sur la tête et porter de petits enfants sur le dos. Une fois qu'on a reconnu et examiné ce décalage, on peut envisager toute une nouvelle manière d'analyser la politique des transports et d'identifier les indicateurs requis pour concevoir, surveiller et évaluer cette politique. Elle suggère qu'il serait possible de fournir un indicateur important du progrès des femmes en faisant un graphique du mouvement vers un objectif particulier : le moment où les femmes ne seraient plus un moyen de transport ; à la place, elles pourraient utiliser leur temps et leur énergie pour apprendre, pour réaliser des travaux de création et pour se divertir, se reposer et rêver.

Source : Communication personnelle de Nalini Burn

est d'assurer la participation des femmes aux processus politiques. Le CEEWA-Ouganda organise un programme sur les Femmes et les processus décisionnels économiques qui réunit économistes, planificateurs, conseillers régionaux et parlementaires dans des discussions politiques concernant les femmes et le financement, et les femmes et l'agriculture. Le *Center for Policy Alternatives* fait campagne pour un programme de renouveau économique mené par les femmes qui met l'accent sur l'autonomie économique pour les hommes et les femmes, l'égalité des chances pour les entrepreneurs, des soins de santé abordables pour tous et de meilleurs services de soutien pour permettre aux gens de combiner les responsabilités liées à la famille et au travail. En recommençant à zéro, il cherche à élaborer un programme d'action économique pour favoriser une nouvelle économie destinée à combler le fossé entre les classes et les races. Dans un sondage d'opinion national effectué pour découvrir les préoccupations des femmes à l'égard de la politique économique, le *Women's Voices Project* (Projet sur les voix des femmes), organisé par ce centre (1996) a établi que :

- le temps est une préoccupation importante des femmes : 60 % des femmes avec des enfants de moins de 19 ans ont peur de manquer de « temps pour faire tout ce qu'il y a à faire et passer du temps avec la famille » ; 61 % de toutes les femmes de moins de 45 ans se font des inquiétudes à ce sujet.

Encadré 12 : Projets de recherche REAGA sélectionnés

- Impact de la dévaluation monétaire sur les hommes et les femmes dans une zone semi-urbaine du Burkina Faso

La dévaluation monétaire au Burkina Faso a eu un impact inégal sur les différents secteurs de la population, en fonction du lieu de domicile et du sexe. En examinant les effets sur la division du travail d'après le sexe au foyer et sur les rapports hommes-femmes, le projet élaborera des recommandations de principe et un plan d'action pour rendre le contrôle des ressources de production plus équitable.

- Réformes du secteur financier et stratégies de survie des femmes au Cameroun

Ce projet examinera de quelle manière l'accès des femmes aux services financiers a été modifié par les réformes récentes du secteur financier. Au moyen de recherches participatives, l'équipe de projet identifiera les obstacles financiers spécifiques auxquels les femmes doivent faire face ; il concevra ensuite des programmes de formation et les mettra en place pour promouvoir des établissements financiers durables pour les femmes.

- Amélioration du Programme de crédit de la Banque d'Ouganda

Les femmes dominent le secteur des petites entreprises et des microentreprises en Ouganda et gèrent leurs entreprises avec le financement limité offert par les établissements de microfinancement. Comme les femmes se trouvent très désavantagées dans le contexte des établissements financiers formels, cette étude examinera les politiques de prêt, les processus et les programmes actuels de la Banque d'Ouganda d'un point de vue tenant compte des sexes et de la spécificité.

- Libéralisation économique et les femmes dans le secteur informel du Nigeria rural

Des recherches quantitatives et qualitatives seront effectuées pour examiner l'impact des politiques de libéralisation économique sur la production, le revenu, l'épargne et les investissements des microentreprises dont les propriétaires sont des femmes du milieu rural. Le projet examinera la manière dont les femmes ont pu avoir accès aux ressources, à la technologie appropriée, etc., de quelle manière la performance des entreprises a modifié les rôles des femmes au sein des ménages en milieu rural et ce qui empêche les femmes de répondre de manière appropriée aux incitations économiques en évolution.

Source : GERAlinks Newsletter, sujets divers.



GERA/Joanna Kerr

- les femmes, plus que les hommes, croient que le gouvernement peut aider à résoudre ces problèmes ; elles plaident vigoureusement pour des incitations fiscales afin de pouvoir accomplir beaucoup de leurs objectifs, même si cela entraîne des impôts plus élevés.

L'UNIFEM a sorti un ensemble de documents d'information appelé *Women in a Global Economy* (Les femmes dans une économie mondiale), destiné aux responsables des politiques qui favorisent une approche de la relance économique en Asie du Sud-Est et de l'Est qui met l'accent sur l'élimination des barrières à la participation productive des femmes à l'économie de marché, et ne cherche pas à les encourager à retrouver leurs rôles traditionnels dans le secteur domestique non rémunéré de l'économie. Ces documents affirment que les politiques de création d'emplois devraient être sensibles aux besoins différents des hommes et des femmes. Les décideurs devraient tenir compte du fait qu'il est probable que la plupart des nouveaux emplois découlant des projets des travaux publics seront réservés aux hommes et que si ces emplois forcent les hommes à migrer et à vivre ailleurs, leurs familles seront probablement privées d'une part significative de leurs revenus. Il faudrait veiller sur le secteur informel, qui en raison des crises économiques, comprend un nombre croissant de participants, ce qui entraîne une pression à la baisse sur les revenus des

Encadré 13 : Liens entre les cycles économiques et le travail non rémunéré au Canada

Les biens et services des secteurs public et privé peuvent remplacer la prestation de soins non rémunérés. Inversement, lorsque le revenu des ménages ou l'approvisionnement public fait défaut, il se peut que la prestation de soins non rémunérés augmente pour compenser cette lacune. Plusieurs projets de suivi se déroulent actuellement au Canada et éclairciront cette question. L'une de ces études, l'*Elliot Lake Tracking Study (ELTS)*, examine l'impact du licenciement sur les travailleurs, les familles et les communautés. Elle a conclu que le travail non rémunéré dans le secteur domestique augmente pour compenser les insuffisances de revenu.

Le secteur ONG offre une solution de remplacement à l'approvisionnement public, surtout la composante bénévole. Les gouvernements successifs au Canada ont demandé constamment au secteur ONG de combler les lacunes créées par la compression de l'approvisionnement public. Néanmoins, un rapport par GPI Atlantic (1999), montre que le nombre d'heures de travail bénévole par tête a baissé de 4,7 pour cent entre 1987 et 1997 – une perte de 110,2 millions d'heures. Il semblerait que cela soit dû à une restructuration économique. En raison d'une chute des revenus réels, beaucoup de gens sont obligés de passer plus de temps à faire du travail rémunéré. En particulier, les diplômés universitaires, qui dans le passé faisaient une quantité de travail bénévole disproportionnée, sont ceux qui sont le plus concernés par ce manque de temps.

Source : Bakker 1999.

femmes et sur les conditions de travail. Le message global est que les programmes de relance de l'économie devraient être conçus de manière à soutenir directement les revenus des femmes et ne devraient pas considérer que les revenus des hommes auront un « effet de retombée » sur les femmes et les enfants.

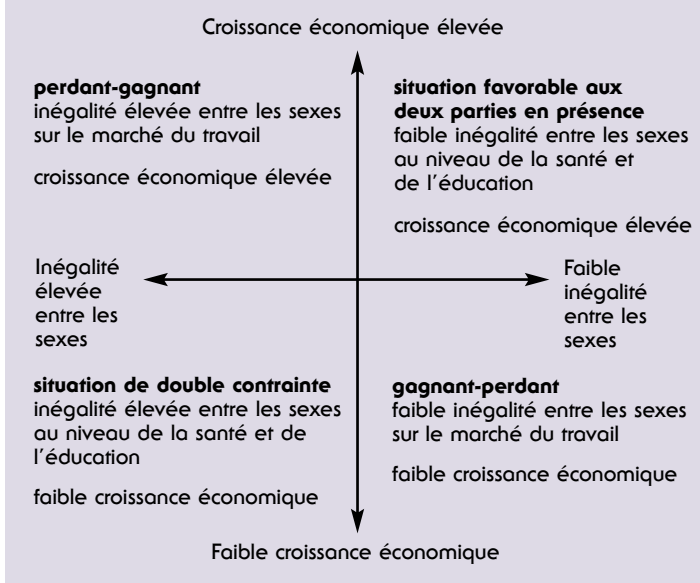
Les responsables des politiques sont souvent plus réceptifs aux messages concernant la nécessité d'un remaniement de la politique économique lorsqu'ils ont acquis, en réexaminant de vieux problèmes, une meilleure compréhension de la manière dont le sexe détermine l'allocation des ressources (voir encadré 11). Des informations plus détaillées sur les effets sexospécifiques de la politique sont fournies à travers des recherches sur l'impact au niveau local de la politique macroéconomique, telles que celles faites par le programme REAGA (Réformes économiques et analyse-genre en Afrique), lancé en 1996 (voir encadré 12). Ce programme est né d'une initiative de l'Institut Nord-Sud à Ottawa au Canada, mais depuis 1999, c'est le *Third World Network* (Réseau du troisième monde) à Accra au Ghana qui s'en occupe. Son comité de gestion est composé de femmes de toutes les régions de l'Afrique.

Pour influencer la politique économique, il est également nécessaire de parler la langue économique, mais en introduisant de nouvelles inflexions. C'était l'un des objectifs du projet de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sur les liens entre le travail rémunéré et le travail non rémunéré dans la politique des ressources humaines, projet qui a cherché à savoir comment la politique économique peut devenir plus efficace en tenant compte du fait que les gens font du travail non rémunéré aussi bien que du travail rémunéré. Ce projet a porté sur neuf économies - Australie, Canada, Corée, Etats-Unis, Indonésie, Malaisie, Philippines, Taipei chinois et Thaïlande - et a souligné les liens souvent ignorés entre le travail non rémunéré et les cycles économiques (voir encadré 13). L'une des recommandations clés est d'élargir le programme de développement des ressources humaines et d'inclure tous les types de travail, rémunéré et non rémunéré, formel et informel. Parmi d'autres mesures que les gouvernements pourraient considérer, on peut citer :

- la réforme des politiques en matière de régime fiscal et de sécurité sociale afin d'éliminer le concept du soutien de famille unique dans une famille de deux adultes ;
- des congés de maternité et de paternité et un congé pour soins d'enfants pour les femmes et les hommes ;
- l'assurance de lieux de travail et de structures de soutien social pro-famille ;
- l'assurance de services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées, de qualité et abordables ;
- le soutien financier des entreprises, par exemple, la réduction d'impôts pour les encourager à fournir des emplois assortis de services sociaux.

Politique économique nationale et gouvernance économique mondiale

La mondialisation a transformé l'environnement de la politique nationale économique. Soit pour des raisons de politique interne, soit pour remplir les conditions

Graphique 6.1 : Inégalité entre les sexes et croissance économique

d'obtention de prêts de la Banque mondiale et du FMI, les gouvernements ont ouvert leurs marchés de marchandises, de services et de capitaux à l'économie internationale. Par conséquent, ils doivent faire plus attention maintenant aux sentiments des courtiers des marchés financiers internationaux qu'aux sentiments de leurs propres citoyens. Malheureusement, les horizons prévisionnels des participants aux marchés financiers internationaux sont mesurés en heures et en minutes même et n'ont rien à voir avec les décennies d'une vie humaine. Par ailleurs, à la différence d'une vie humaine, les flux monétaires peuvent être inversés rapidement. Le résultat de la libéralisation des marchés financiers internationaux est une volatilité et une instabilité économique accrues et de nouvelles contraintes sur l'utilisation de la politique macroéconomique à des fins de justice sociale (ONU 1999b).

Inégalité entre les sexes, croissance économique, libéralisation du marché

Certains effets sur l'égalité des sexes ont été analysés par un Groupe de travail international sur *Gender, Macroeconomics and International Economics* (La problématique hommes-femmes, la macroéconomie

et l'économie internationale). Ce groupe, composé d'économistes hommes et femmes provenant de divers pays du Nord et du Sud, a fait des recherches inductives et théoriques, publiées dans une édition spéciale du journal *World Development* sous la direction de Grown et coll. (2000).

Dans une analyse des liens entre l'inégalité entre les sexes, la croissance économique et la libéralisation du commerce et des investissements, les rédacteurs en chef constatent que quatre scénarios sont possibles (voir graphique 6.1) : situation favorable aux deux parties en présence (faible inégalité entre les sexes, croissance économique élevée) ; situation gagnant-perdant (faible inégalité entre les sexes, faible croissance économique) ; situation perdant-gagnant (inégalité élevée entre les sexes, croissance économique élevée) ; et situation de double contrainte (inégalité élevée entre les sexes, faible croissance économique). Ces résultats variables sont liés à la structure de l'économie considérée (par exemple, économie industrialisée, semi-industrialisée, agricole, degré d'ouverture à l'économie mondiale) et à la dimension de l'inégalité entre les sexes examinée (par exemple, santé, éducation, marché du travail). Les recherches effectuées par la Banque mondiale montrent surtout des résultats favorables aux deux parties : une faible inégalité entre les sexes et une croissance économique élevées vont de pair (Dollar et Gatti 1999 ; Klasen 1999). Ces recherches mesurent l'inégalité entre les sexes essentiellement en termes de variables liées à l'éducation et à la santé et ont été utilisées pour plaider en faveur d'une réduction de l'inégalité entre les sexes pour des raisons d'efficacité.

Les recherches effectuées par des membres du Groupe de travail international, à l'aide de diverses mesures de l'égalité des sexes, révèlent un autre tableau. Seguino (2000) met l'accent sur le fossé entre les sexes au niveau des revenus et découvre que, pour les économies semi-industrialisées ouvertes (1975-1995), la croissance économique a été plus élevée lorsque le fossé entre les sexes au niveau des revenus a été plus élevé (c'est-à-dire, un scénario perdant-gagnant). Cela ne signifie pas que les objectifs d'égalité des sexes ne doivent pas être poursuivis, mais plutôt que certains types de

Tableau 6.2 : Tableau analytique des interactions entre une perspective sexospécifique et le Ministère des finances

Dimensions sexospécifiques →	Impact inégal sur le bien-être des femmes et des hommes	Reproduction humaine/ « économie de soins »	Rapports de force entre les sexes
Rôles du Ministère des finances ↓			
Gestion macroéconomique à court terme			
Réformes structurelles			
Réformes du secteur financier/ libéralisation			

Source : Sen 2000.

croissance ne diminuent pas le fossé entre les sexes sur le marché du travail, même si les revenus absolus des femmes augmentent. Braunstein (2000) met au point un modèle théorique pour montrer comment les résultats dépendent de certains facteurs : le niveau de mobilité des capitaux dans l'économie et dans quelle mesure les femmes sont soumises à l'autorité patriarcale et dépendent d'un soutien masculin pour couvrir les dépenses liées à la famille ou sont autonomes et assument une bonne partie de ces dépenses toutes seules. Elle montre que dans les économies ouvertes où les capitaux sont très mobiles, les politiques qui entraînent une plus grande autonomie des femmes peuvent mener à une augmentation du revenu national (situation favorable aux deux parties) ; mais celles qui augmentent le pouvoir de négociation des femmes sur le lieu de travail peuvent avoir un impact négatif sur la production nationale (situation gagnant-perdant) si cela entraîne le déplacement des capitaux vers d'autres lieux.

Les implications politiques de cette analyse sont doubles :

- premièrement, même si la mondialisation permet le traitement de certaines dimensions de l'inégalité entre les sexes au niveau national (par exemple, santé, éducation), cela rend plus difficile le traitement d'autres dimensions de l'inégalité entre les sexes (par exemple, l'inégalité sur le marché du travail) à ce niveau ;
- deuxièmement, des efforts plus concentrés sont requis au niveau international pour développer un cadre harmonisé permettant l'égalité sur le lieu du travail.

L'intégration d'une perspective sexospécifique au Ministère des finances

Il est nécessaire de modifier les méthodes utilisées pour analyser les économies nationales et la manière dont la politique est élaborée. Deux cadres pour le faire sont présentés dans le numéro spécial du *World Development* (2000).

Gita Sen (2000) propose une stratégie pour l'intégration d'une perspective sexospécifique aux ministères des finances, inspirée d'anciens travaux effectués pour le Secrétariat pour les pays du Commonwealth. Elle signale une contrainte fondamentale dans la manière dont les ministères des finances fonctionnent : ils n'ont pas de contact direct avec les gens, mais avec des variables monétisées, telles que le revenu national global, l'ensemble des dépenses nationales et la masse monétaire globale. Elle propose trois approches possibles :

- la gestion macroéconomique à court terme qui met l'accent sur le déficit budgétaire, le déficit de la balance des paiements et l'endettement ;
- des mesures de réforme structurelle telles que la libéralisation du commerce et la privatisation des entreprises et des services du secteur public ;
- la libéralisation financière et ses liens au microcrédit.

Sen propose un tableau (voir tableau 6.2) reliant ces trois dimensions à trois questions liées à la problématique hommes-femmes : l'impact inégal des politiques sur le bien-être des femmes et des hommes,



les implications pour la reproduction humaine de l'« économie des soins » et les rapports de forces entre les sexes (le poids relatif des hommes et des femmes lorsqu'il s'agit de leur voix politique, de leur valeur sociale ou culturelle et de l'accès aux ressources économiques et du contrôle de celles-ci). Le tableau est destiné aux ministères des finances pour permettre aux agents responsables de comprendre comment leurs politiques fiscales et monétaires, ainsi que les mesures de privatisation et de libéralisation influent sur l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir d'action des femmes, et comment en retour, les relations entre les deux sexes ont un impact sur les préoccupations des ministères des finances avec l'efficacité et la stabilisation économiques.

Sen présente quelques idées sur des interactions probables, basées sur ses recherches sur l'ajustement structurel et l'égalité des sexes, y compris un numéro du journal *World Development* de 1995 au sujet de *Gender Adjustment and Macroeconomics* (Ajustement des relations entre les deux sexes et la macroéconomie (Çagatay et coll., éditeurs 1995). Ces idées fournissent un point de départ pour les ministères des finances, qui avec l'aide des spécialistes locaux de la problématique hommes-femmes, pourraient peu à peu compléter le tableau en utilisant les informations relatives à leurs propres économies. L'utilisation de ce tableau n'est pas conçue comme un exercice unique ; il s'agit plutôt d'un processus suivi qui peut être enrichi à mesure que des informations supplémentaires deviennent disponibles et fournira un cadre qui continuera à attirer l'attention des agents responsables sur la problématique hommes-femmes. Il faudrait qu'il soit assorti d'un système d'incitations et de contre-incitations (à travers des systèmes d'évaluation de performance) de sorte que les agents responsables des ministères des finances comprennent qu'ils ont tout intérêt à prendre la problématique hommes-femmes au sérieux.

En travaillant sur un tableau de ce type, les agents responsables des Ministères des finances pourraient se baser sur d'autres travaux du Groupe de travail international sur *Engendering Macroeconomics and International Economics* (Intégration de la problématique hommes-femmes à la macroéconomie et à l'économie internationale) tels que :

- des modèles d'équilibre général calculables incorporant des variables selon le sexe ;
- une analyse par sexe des crises financières de l'Asie de l'Est ;
- des modèles de négociation d'après le sexe.

Tableau 6.3 : Colonne de gauche du bilan : un tableau pour une politique macroéconomique

Activités des différents intérêts sociaux	Conditions macroéconomiques requises pour la justice sociale		
	Éviter une tendance déflationniste	Éviter une tendance à la réification	Éviter une tendance « soutien de famille masculin »
Gouvernement national, provincial et local			
Autres partis politiques			
Organisations de la société civile, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • défenseurs des ménages riches • défenseurs des ménages pauvres • défenseurs de la promotion des femmes • écologistes • syndicats 			
Secteur public Local : associations des grandes et petites entreprises et des microentreprises Mondial : Sociétés transnationales Établissements financiers <ul style="list-style-type: none"> • détaillants • grossistes 			
FMI, Banque mondiale Autres établissements multilatéraux et bilatéraux			

Source : Elson et Çağatay 2000.

En incorporant des variables selon le sexe dans les modèles d'équilibre général, par exemple, Arndt et Tarp (2000) explorent les effets d'une modification des structures de la technologie et de la commercialisation sur le secteur agricole au Mozambique, alors que Fontana et Wood (2000) examinent les effets de changements au niveau des politiques commerciales au Bangladesh. Les résultats peuvent être entrés dans le tableau 6.2 dans les rangées qui indiquent l'interaction de la problématique hommes-femmes avec la gestion macroéconomique à court terme et avec les réformes structurelles. Des modèles de négociation d'après le sexe, tels que ceux fournis pour l'Afrique subsaharienne par Warner et Campbell (2000) pourraient être utilisés pour remplir la rangée sous Rapports de forces entre les sexes dans la dernière colonne du tableau. Et des analyses par sexe des effets des crises financières de l'Asie de l'Est pourraient être utilisées de plusieurs manières. Par exemple, Lim (2000) constate qu'il y a des répercussions différentes sur l'emploi, avec le chômage masculin augmentant plus que le chômage féminin, entraînant une plus grande participation de la main d'œuvre féminine ainsi que des heures de travail plus longues pour les femmes. Ces informations pourraient être utilisées pour compléter la rangée sur l'interaction entre la gestion macroéconomique à court

terme et la problématique hommes-femmes. Floro et Dymski (2000) analysent la crise pour tirer des conclusions concernant les effets d'après le sexe de la libéralisation des marchés financiers ; ces données pourraient être utilisées pour remplir la dernière rangée du tableau sur la libéralisation financière.

Promotion du dialogue social sur la politique macroéconomique

Elson et Çağatay (2000) poussent plus loin l'idée d'un tableau politique reliant la problématique hommes-femmes à la politique économique nationale en y incorporant des propositions pour un vaste dialogue social au sujet du contenu social de la politique macroéconomique, la restructurant pour promouvoir la justice sociale (Tableau 6.3). Elles examinent le problème en tenant compte des implications des politiques macroéconomiques pour les femmes pauvres et identifient trois tendances à éviter pour que les politiques macroéconomiques améliorent la situation des femmes pauvres.

La première tendance est la *tendance déflationniste* qui surestime la nécessité d'amener la déflation économique en réduisant les dépenses publiques et en augmentant les taux d'intérêts dès que les marchés financiers montrent des signes d'inquiétude devant une

WEDO/Rosa Lizarde



hausse de l'inflation ou dès qu'il y a des fuites des capitaux à court terme. Ces mesures d'austérité sont parfois nécessaires, mais pas avant de faire une analyse de la nature des problèmes qui touchent l'économie. Par exemple, il n'existe pas de preuves concluantes que les faibles taux d'inflation (en dessous de 15-20 % par an) ont un impact négatif sur les taux de croissance (A. Sen 1998). Il y a des preuves concluantes cependant que le recours à la déflation pour résoudre les problèmes déclenchés par une libéralisation financière inappropriée aggrave la situation des pauvres, et des femmes pauvres en particulier – comme les crises financières en Asie du Sud-Est l'ont démontré (Banque mondiale 1998).

La deuxième tendance est une *tendance à la réification*, c'est-à-dire la tendance à transformer autant de services publics que possible en marchandises destinées à être vendues au public par des entreprises qui viennent d'être privatisées ou à être livrées par un secteur public qui fonctionne comme une entreprise et perçoit des frais d'utilisation pour ses services. Il existe peut-être de bonnes raisons pour la privatisation et le recours à des principes commerciaux dans le cas de certains produits fabriqués auparavant par le secteur public – les textiles ou l'acier, par exemple – quoique, même dans ces situations, souvent la privatisation ne réussit pas à réaliser les augmentations de l'efficacité promises. Mais dans le cas de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, le remplacement des droits des citoyens aux prestations assurées par le secteur public par des droits axés sur le marché, en particulier, le droit d'acheter ces services au secteur privé, entraîne une polarisation des sociétés. Dans le cas des femmes pauvres, cette tendance met fin à toute perspective de soutien social pour la prestation des soins non rémunérés.

La troisième tendance est la « *tendance soutien de famille masculin* » qui considère les femmes comme étant à la charge des hommes ; par conséquent, les services publics et les formes de protection sociale restants sont fondés sur le principe que les hommes sont les soutiens de famille et possèdent directement les droits des citoyens à des prestations, alors que les femmes ne peuvent y accéder que parce qu'elles sont à la charge des hommes. Cette tendance précède les deux autres et se trouve souvent encore dans la politique de remplacement avancée par ceux qui sont opposés à la tendance déflationniste – mais qui ne regardent pas l'économie à travers les yeux d'une femme.

La politique macroéconomique est de plus en plus marquée par ces trois tendances (voir ONU 1999b), mais pas seulement à cause de la politique des ministères des finances. En bonne partie, les pressions qui créent des tendances déflationnistes et des tendances à la réification proviennent essentiellement des institutions mondiales telles que la Banque mondiale et le

Encadré 14 : *The Informal Working Group on Gender and Trade (IWGGT ou Le Groupe de travail informel sur la problématique hommes-femmes et le commerce)*

L'IWGGT est constitué d'un groupe d'individus et de représentants des ONG des pays en développement, des organisations de revendication et des syndicats qui partagent les mêmes préoccupations au sujet de l'impact de la mondialisation, surtout de la libéralisation des échanges, sur les femmes et qui travaillent pour obtenir que les responsables des politiques commerciales internationales incorporent une analyse des sexes dans leurs politiques et procédures commerciales.

Ce groupe de travail informel sur la problématique hommes-femmes et le commerce est né d'un rassemblement de femmes réuni à l'occasion de la première réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Singapour en 1996. Administré par l'intermédiaire d'un contrat d'association entre la Coalition internationale d'action au développement (ICDA) et le Network Women in Development Europe (WIDE ou Réseau de femmes et développement, Europe), il comprend :

- Alr-WID, Alternative Women in Development (Etats-Unis)
- CAFRA, Caribbean Association for Feminist Research and Action (Association des Caraïbes pour la recherche et l'action féministes)
- CEEWA-K, Council for Economic Empowerment for Women of Africa (Conseil pour l'accès des femmes au pouvoir économique en Afrique) – Section régionale du Kenya
- CIIR, Catholic Institute for International Relations (Institut catholique pour les relations internationale), (Royaume-Uni)
- Education International (EI)
- Gambia Women Finance Association (Association de financement pour les femmes gambiennes)
- ICDA, International Coalition for Development Action (Coalition internationale d'action au développement)
- CISL, Confédération internationale des syndicats libres
- K.U.LU., Women and Development (Les femmes et le développement) (Danemark)
- OXFAM-Irlande
- SEWA, Self Employed Women's Association (Association des travailleuses indépendantes (Népal))
- WIDE, Network Women in Development Europe (Réseau de femmes et développement, Europe)
- WWW, Women Working WorldWide (Les femmes au travail à travers le monde) (Royaume-Uni)
- WEDO, Women's Environment and Development Organization (Organisation des femmes pour l'environnement et le développement) (Etats-Unis)

Source : Hale, éd. 1998.

FMI, et du secteur privé mondialisé, surtout les sociétés transnationales et les sociétés financières internationales. Mais il existe des ONG au niveau national qui renforcent ces tendances, y compris des organisations qui se font les avocats des riches, qui profitent de ces tendances en tant que propriétaires d'avoirs financiers. Par ailleurs, une tendance « soutien de famille masculin » peut provenir d'organisations qui se battent aussi pour la justice sociale, des syndicats, par exemple, ou peut être renforcée par la décentralisation fiscale vers des gouvernements provinciaux et locaux où les fonctionnaires et les hommes politiques partagent des idées démodées concernant la réalité de la vie des hommes et des femmes.

Le schéma politique du tableau 6.3 est conçu comme un cadre pour un dialogue parmi un vaste éventail d'acteurs sociaux (des exemples sont énumérés du côté gauche du tableau). L'un des objectifs clés est d'encourager la consultation dans l'élaboration des politiques macroéconomiques, comme dans beaucoup d'autres domaines politiques. Comme dans le cas du tableau de Sen, les cases doivent être remplies au niveau national, en utilisant des données spécifiques du pays. Mais on peut mentionner quelques lignes directrices générales. Par exemple, pour éviter une tendance déflationniste, il faut éviter de conclure :

- qu'un faible taux de chômage indique qu'il y aura une augmentation automatique des prix et que les taux d'intérêt doivent être augmentés pour la compenser ;
- que des impôts plus faibles sont préférables à des impôts plus élevés et que toutes les réductions des déficits budgétaires devraient être obtenues en comprimant les dépenses.

Par ailleurs, il serait possible d'orienter le dialogue de manière positive en se basant sur les dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR), car il est tout à fait possible que les trois tendances de la politique macroéconomique soient en violation de ce pacte. Les deux obstacles principaux au dialogue social sont :

- le FMI qui, pour l'élaboration des politiques économiques, n'a pas recours à une approche consultative ;
- les propriétaires des actifs financiers à grande échelle qui peuvent choisir d'abandonner une économie – et le font – plutôt que de passer du temps à écouter et à exprimer des opinions sur les politiques économiques qui favorisent la justice sociale.

Le contexte financier mondial

Singh et Zammit (2000) abordent le problème des dimensions sexospécifiques vis-à-vis des flux de capitaux internationaux et montrent pourquoi il est important pour les femmes de commencer à articuler leurs idées concernant le système financier mondial et ce que la nouvelle architecture financière mondiale devrait comporter. Jusqu'à présent, les femmes se sont occupées peu de cet aspect de la gouvernance économique mondiale, peut-être parce que, à la différence de la libéralisation du marché et de l'OMC, il n'y a pas d'organisation financière mondiale sur laquelle elles pourraient fixer leur attention.

Gouvernance économique mondiale et l'OMC

Les organisations de femmes ont affirmé pendant au moins cinq ans que *le commerce international est une affaire de femmes*. En 1996, pendant la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Singapour, les femmes participant au forum parallèle des ONG ont établi un groupe de travail informel sur la Problématique hommes-femmes et le commerce (voir encadré 14) et les organisations membres ont publié par la suite un certain nombre

d'ouvrages (Hale 1998 ; Haxton et Olsson 1999 ; Vander Stichele 1998). En préparation de la réunion de l'OMC à Seattle en 1999, DAWN et WEDO ont préparé des documents d'information (Williams 1999 ; WEDO 1999). Beaucoup de femmes ont participé aux manifestations à Seattle, lançant un défi aux aspects destructeurs de la mondialisation.

Ces organisations partagent les préoccupations très répandues concernant la nature non transparente des procédés de l'OMC et la répartition inégale des bénéfices de la libéralisation du commerce. En particulier, les femmes des ONG ont documenté la manière dont les femmes ont perdu leurs moyens de subsistance comme résultat de la libéralisation des échanges. CEEWA cite le cas de Cotilda, mère seule avec cinq enfants :

Elle reçoit des conseils, elle a des compétences dans la fabrication de chaussures en cuir, elle reçoit un prêt, des conseils sur le marketing et un deuxième prêt pour son entreprise. On lui accorde un troisième prêt pour acheter du matériel. Face aux politiques gouvernementales... relatives à la libéralisation des échanges, Cotilda se trouve désarçonnée. Elle ne peut pas expliquer pourquoi ses chaussures ne se vendent plus. Le marché est inondé de produits meilleur marché [et elle se trouve] au chômage (Kiggundu 1998).



La libéralisation des échanges produit néanmoins des gagnants aussi bien que des perdants (Fontana et coll. 1995 ; ONU 1999b). L'exportation accrue des produits manufacturés crée des opportunités d'emploi supplémentaires pour les femmes du Sud, et ce faisant, tend à réduire certains aspects de l'inégalité entre les sexes. Par ailleurs, les femmes en tant que gestionnaires des budgets des ménages, sont gagnantes lorsque la libéralisation des échanges réduit les prix des articles de tous les jours qu'elles doivent acheter.

Une question beaucoup plus sérieuse se pose, à savoir si les politiques de l'OMC n'entraînent pas une concentration des pertes parmi les groupes les plus démunis et des gains parmi les groupes plus aisés. Des recherches récentes effectuées par la Banque mondiale suggèrent que c'est le cas. On a découvert qu'il existe une corrélation négative entre l'ouverture à l'économie mondiale et la croissance du revenu des 40 pour cent les plus pauvres de la population, mais une corrélation très positive entre l'ouverture à l'économie mondiale et la croissance du revenu parmi les groupes à revenu plus élevé. Ainsi, les coûts d'adaptation à la réforme du commerce ont été portés par les pauvres (Lundberg et Squire 1999).

Encadré 15 : La problématique hommes-femmes dans le programme de l'OMC

DAWN (Development Alternatives for a New Era ou Autres solutions de développement avec les femmes pour une nouvelle ère) présente une analyse par sexe de l'Organisation mondiale du commerce dans un document de travail de 1999, intitulé « Free Trade, or Fair Trade ? » (Commerce libre ou commerce loyal ?). Entre autres, il soulève les problèmes suivants :

L'Accord sur l'agriculture (AOA) : une analyse de l'AOA devrait chercher à corriger et à éliminer tout déséquilibre de manière à faire bénéficier les agricultrices et les petits exploitants agricoles. L'AOA a eu des effets très graves sur les agricultrices en Asie et en Afrique. Les agricultrices qui traditionnellement produisent des produits alimentaires et des légumes ne peuvent pas concurrencer les flux de produits bon marché fortement subventionnés en provenance du Nord. Par ailleurs, on n'a pas fait suffisamment attention à l'impact de la mise en œuvre de l'AOA sur la sécurité alimentaire, ni réagi de manière adéquate. Il est donc essentiel que les pays développés respectent leurs engagements de libéraliser l'agriculture. Une analyse de l'AOA devrait mettre plus en valeur l'élimination des subventions à l'exportation et la limitation des exportations par l'Union européenne et les États-Unis. Elle devrait être sensibilisée à la problématique hommes-femmes et fournir des mécanismes pour promouvoir et assurer la sécurité alimentaire en tant que préoccupation non commerciale importante.

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) : l'accès des pauvres à l'eau, à la scolarisation et à des soins de santé raisonnables et abordables doit être protégé. L'AGCS comprend non seulement des secteurs d'information et de communications, mais aussi des services médicaux et de santé, des services d'enseignement, des services humains et des services publics. L'AGCS a donc des effets sur les normes des soins de santé et de la santé, la sécurité du travail et les conditions de travail pour beaucoup de personnes.

Les employés femmes ont tendance à dominer le secteur public, ainsi que les échelons moyens et inférieurs de presque tous les secteurs des services. Beaucoup d'autres secteurs des services dans les pays en développement dépendent du travail des femmes. Avant d'appliquer l'AGCS au secteur de l'énergie, aux services postaux et de messagerie, aux services des transports maritimes et aériens et aux services de l'environnement, il est nécessaire de faire des études d'impact axées sur la problématique hommes-femmes dans chaque domaine afin d'évaluer l'impact potentiel sur le coût et l'accès aux services pour les pauvres et sur les femmes qui travaillent dans le secteur des services.

Un domaine qu'on a très largement ignoré est celui du mouvement des personnes physiques. Même si les pays en développement ont plaidé pour une symétrie entre le mouvement des capitaux et celui de la main d'œuvre à travers l'incorporation dans l'AGCS de dispositions relatives au mouvement des personnes physiques, les pays développés ne se sont pas empressés pour examiner ce problème qui, jusqu'à présent, a été mis en veilleuse. Néanmoins, il s'agit d'un problème qui a une importance capitale dans la vie des femmes immigrées dont les droits et les conditions de travail doivent être protégés et respectés.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (APIC) : il ne doit pas y avoir de brevets sur la vie et il est nécessaire de reconnaître les connaissances traditionnelles des femmes et des hommes dans l'agriculture, l'art de guérir et la conservation de la nature. Les connaissances autochtones et l'héritage culturel ont évolué de manière collective à travers les âges et aucun individu ne peut prétendre avoir inventé ou découvert de plantes médicinales, graines ou toute autre chose vivante. A cet égard, la Convention sur la biodiversité devrait avoir priorité sur l'APIC. Deuxièmement, il convient de modifier, selon les recommandations du Groupe Afrique, l'article 27.3(b) qui fait une distinction artificielle entre les plantes et les animaux et les microorganismes et entre les processus essentiellement biologiques et microbiologiques. Enfin, la demande des pays en développement concernant l'opérationnalisation des mécanismes pour promouvoir l'innovation technologique dans le Sud et accélérer le transfert de la technologie devrait également recevoir un traitement prioritaire lors des négociations.

Mesures concernant les investissements liés au commerce (MIC) : les pays en développement devraient être exemptés des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux et à la balance extérieure. L'objectif du commerce devrait être de promouvoir le développement, ce qui exige l'aide du gouvernement pour augmenter les capacités des petites et moyennes entreprises. L'investissement est un domaine qui comporte des implications importantes pour les femmes. Premièrement, dans beaucoup de pays du Sud, l'investissement étranger direct est à forte composante féminine, car il dépend du travail des femmes dans la fabrication des marchandises exportées, et dans certaines régions, dans l'agriculture commerciale. Deuxièmement, les entrepreneurs femmes dans le secteur des petites entreprises et des microentreprises peuvent avoir besoin d'une aide gouvernementale spéciale pour produire leurs marchandises et leurs services ou pour protéger les marchés pour les marchandises qu'elles produisent. Troisièmement, les MIC, comme toutes les autres dispositions de l'OMC, doivent être analysées dans le contexte des contraintes que les devises étrangères et la dette extérieure représentent pour les pays en développement, surtout les pays les moins avancés. Enfin, on ne devrait pas essayer d'augmenter la portée des MIC avant que le groupe de travail sur l'investissement ne termine son travail.

Achats gouvernementaux : il est nécessaire de faire attention tout particulièrement à l'impact négatif potentiel de la libéralisation des achats gouvernementaux sur les petites et moyennes entreprises, surtout celles dont les propriétaires sont des femmes. Il faut guetter également les effets secondaires et tertiaires potentiels de la libéralisation des achats gouvernementaux sur le secteur des microentreprises qui est dominé par les femmes dans beaucoup des pays les plus pauvres. Comme un groupe de travail examine actuellement cette question, on ne devrait pas essayer d'en augmenter la portée en incluant des discussions concernant la transparence du processus des achats gouvernementaux avant que le rapport ne soit terminé. Le groupe de travail devrait également entreprendre une évaluation de cette question axée sur la problématique hommes-femmes, y compris les implications pour la fourniture de services publics et l'impact potentiel sur les employés du secteur public.

Source : Williams 1999.



WEDO/Rosa Lizarde



Il existe, de surcroît, des indications que les règles de l'OMC concernant ce que les gouvernements peuvent et ne peuvent pas faire entravent les gouvernements lorsqu'il s'agit de protéger ceux qui sont les plus vulnérables aux aspects négatifs de la libéralisation des échanges et les empêche de renforcer leur capacité économique de manière à pouvoir tirer profit du commerce à l'avenir. Cela est dû au fait que le programme de l'OMC va bien au-delà d'une simple réduction des contingents d'importation et des tarifs. Il identifie et cherche à réduire tout un éventail d'« obstacles au commerce », y compris les réglementations sur les investissements étrangers, la protection de l'environnement, les normes de santé et de sécurité et les lois relatives à la propriété des ressources naturelles, des systèmes de connaissances et de la nouvelle technologie ainsi que les lois concernant les systèmes d'octroi de contrats de l'Etat et la conception et le fonctionnement des systèmes de sécurité sociale.

Par exemple, il y a des tentatives au sein de l'OMC d'étendre les Accords sur les marchés de l'Etat, ce qui limiterait la capacité des gouvernements à octroyer des contrats pour des raisons sociales et environnementales, ainsi que pour des raisons économiques. Entre autres, cela compromettrait des projets tels que celui géré par le gouvernement américain qui alloue 5 pour cent de la valeur totale des principaux contrats et contrats de sous-traitance du gouvernement fédéral aux petites entreprises dont les propriétaires sont des femmes. En 1997, cette allocation s'élevait à 5,7 milliards de dollars américains et plus de la moitié de cette somme a été versée à des femmes de couleur propriétaires de petites entreprises. Il compromettrait également le projet de Telkom, organisme parapublic de télécommunications en Afrique du Sud, qui permet aux femmes propriétaires de petites entreprises de faire des soumissions pour des contrats, en leur donnant des conseils et en les dispensant de payer les garanties de bonne fin habituelles. Dans le contexte du programme de l'OMC, ce type de soutien gouvernemental pour les petites entreprises de femmes est considéré comme un obstacle au commerce, et non comme une politique d'expansion du commerce (WEDO 1999).

Parmi les méthodes les plus importantes utilisées par l'OMC pour étendre la notion d'obstacles au commerce, on peut citer l'accord APIC, ou Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, dont le point de départ est la contrefaçon de brevet, la violation des marques de commerce et la violation du droit d'auteur. Les brevets d'invention, les marques de commerce et les droits d'auteur accordent des droits de propriété sur le savoir et les

innovations. Mais l'APIC ne s'occupe pas seulement des problèmes de contrefaçon ou de reproduction ; plus exactement, il permet l'octroi d'un brevet à tout déposant d'une demande si celui-ci ajoute quelque chose, aussi insignifiant que ce soit, à des connaissances existantes. Cette disposition permet aux multinationales de s'emparer des connaissances des femmes, des guérisseurs autochtones et des agriculteurs dans les pays en développement, sans avoir à leur verser une compensation adéquate. On peut citer le cas des agricultrices en Inde qui, pendant des années, ont utilisé le neem, plante indigène, comme pesticide et fongicide. Il y a maintenant plus de 35 brevets d'invention enregistrés pour le Neem aux Etats-Unis et en Europe et comme les prix du marché ont augmenté considérablement, cela a réduit l'accès des communautés locales en Inde (WEDO 1999).

Le programme pour l'élimination des obstacles au commerce suggère implicitement que les marchés constituent le moyen le plus approprié d'organiser toutes les formes d'allocation des ressources et que les droits de propriété privée nécessaires pour assurer le fonctionnement des marchés sont les formes de propriété les plus appropriées. Ce programme pousse tout le système des droits à des prestations vers un système qui est basé sur le marché. Il augmente la portée des opérations des entreprises internationales qui sont déjà puissantes et met la compétitivité économique devant tout autre objectif. En fait, cet élargissement de la définition des « obstacles au commerce » ramène potentiellement toutes les politiques nationales sociales et économiques dans les limites du mécanisme d'application de la politique commerciale de l'OMC. Ce mécanisme est généralement reconnu comme étant biaisé en faveur des pays riches qui peuvent s'offrir des équipes entières d'avocats très chers, très versés en droit commercial international.

Critiquer l'OMC ne signifie pas rejeter la notion du commerce international qui comporte des bénéfices ainsi que des pièges pour les économies des pays en développement.

Le commerce est un outil important dans le processus de développement économique des économies du Sud. Pour les pays les moins développés, le commerce est aussi un outil important de promotion du développement qui est ancré dans la sécurité et des moyens de subsistance ruraux. Les règles commerciales sont donc importantes, mais ne peuvent pas avoir la priorité sur les droits de la personne et la durabilité de l'environnement (Williams 1999 :1).

Ainsi, il s'agit de ralentir le fonctionnement du programme de l'OMC pendant une période de réexamen, de réparation et de réforme afin de créer un système commercial mondial qui défend le commerce loyal, accessoire de la justice sociale, mais non le commerce sans limites, accessoire des bénéfices des sociétés. Certains problèmes qui doivent être considérés du point de vue des femmes pauvres dans les contextes de réexamen, de réparation et de réforme apparaissent dans l'encadré 15 p. 153.



Justice entre les sexes et justice économique

Les femmes commencent à réunir des idées sur la justice entre les sexes et la justice économique dans le contexte de l'examen quinquennal des conférences de l'ONU des années 1990. Par exemple :

- les femmes de diverses ONG ont formé un comité sur la justice économique lors de la Commission préparatoire de Beijing+5 en mars 2000 et ont réalisé une Déclaration pour la justice économique et le renforcement du pouvoir d'action des femmes ;
- soutenu par WEDO et l'UNIFEM, le comité des femmes a travaillé tout au long de la Commission préparatoire de Copenhague+5 en avril 2000 pour établir les liens nécessaires pour la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et le Programme d'action de Copenhague.

Il est nécessaire de réunir ces initiatives et toutes les autres initiatives pratiques et de recherches stratégiques abordées dans ce chapitre dans une campagne mondiale pour la justice économique à visage féminin. L'objectif de cette campagne serait de rendre visible les liens entre les droits de la femme et la justice économique pour les pays pauvres par rapport aux pays riches et les gens pauvres par rapport aux gens riches. Une campagne mondiale pourrait construire une coalition mondiale pour le changement qui utiliserait les ressources d'Internet et comprendrait les organismes de l'ONU telles que l'UNIFEM, les organisations de femmes et les femmes d'affaires qui tiennent à la durabilité sociale et à la durabilité de l'environnement. Elle devrait être reliée à l'opérationnalisation du *Development Assistance Framework* (Cadre d'aide au développement) de l'ONU et aux bureaux ou groupes de femmes dans le cadre des accords économiques régionaux. Elle devrait augmenter les capacités des bureaux ou départements de femmes et canaliser l'énergie des économistes sensibilisés à la problématique hommes-femmes ; elle devrait retenir l'intérêt et le soutien des journalistes de tous les médias.

Une campagne de cette nature devrait tenter d'obtenir l'engagement des gouvernements, entreprises et institutions économiques internationales en faveur d'une approche de la vie économique qui :

- reconnaît la nécessité d'une démocratie économique aussi bien que d'une démocratie politique ;
- reconnaît que le respect du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est aussi important que le respect du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- ne suppose pas que les objectifs de croissance et d'égalité peuvent être poursuivis séparément en utilisant des instruments de politique distincts ;
- n'attend pas jusqu'à la prochaine crise financière pour mettre en place un ensemble de règles économiques mondiales qui favorisent l'égalité et la sécurité et permettent aux hommes et aux femmes de combiner le travail rémunéré à l'extérieur de la maison et la prestation de soins non rémunérés au foyer.

Conclusion

La restructuration de la mondialisation pour promouvoir le progrès des femmes de la manière décrite dans ce chapitre n'avancera pas seulement la cause de l'égalité des sexes ; elle favorisera également l'atténuation de la pauvreté, le développement humain et la réalisation des droits de la personne. Cela s'explique par le fait que les femmes et leurs organisations font pression pour trouver de nouvelles manières d'organiser les interconnexions mondiales qui sont à la fois plus accueillantes et plus humaines ; qui reconnaissent que les gens sont des prestataires de soins et s'occupent les uns des autres et ne sont pas seulement des producteurs de marchandises ; qui reconnaissent qu'il est essentiel de soumettre les marchés à des réglementations négociées sur le plan social et de comprendre les valeurs aussi bien que les prix. Bien sûr, il va falloir des modifications au niveau de l'organisation du pouvoir mondial et celles-ci ne sont pas faciles à obtenir dans un monde qui, jour après jour, concentre le pouvoir économique entre des mains de moins en moins nombreuses. Mais la mondialisation a également mis de nouveaux outils à notre portée, nous permettant de mobiliser des alliances mondiales pour le changement autour des programmes économiques organisés par les femmes.